la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

26e Année — N° 414 — Nouvelle série N° 113 FEVRIER 1957 — Prix : 100 francs

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois	600 fr.
Un an	1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois	700 fr.
Un an	1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 414 - Février 1957

ENTRE NOUS

Nous disions dans notre dernier numéro que nous n'étions pas contents de nous. Nous le sommes de moins en moins.

D'abord nous n'avons pas encore rattrapé notre retard. Et naturellement le mouvement s'accentue en se prolongeant. Recevant la « R. P. » après le 20, nos collaborateurs nous envoient leur copie avec un décalage de 15 jours, ce qui nous oblige à faire attendre l'imprimeur ou à laisser en souffrance des papiers d'actualité. Difficile dans ces conditions de présenter un numéro équilibré. D'autant plus que les linotypistes ne sont pas à notre disposition et qu'une parution régulière exige des machines vacantes certains jours du mois.

D'autre part, notre équipe travaille à la « R. P. » pendant ses loisirs.

Finidori assurait la permanence le jour et la nuit... Charbit « cuisine » la « R. P. » entre deux trains... Notre jeune Claude consacre à l'administration presque toutes ses demi-journées « vacantes »... Hagnauer sort de classes assez lourdes logées près du Pont-Neuf pour « se reposer » (!) dans la joyeuse turbulence de Sèvres. D'autres sans doute se mettent au boulot. Mais le plus dur ce n'est pas de faire travailler chacun, c'est de réunir tout le monde pour préparer le numéro, organiser le travail...

Aussi ce numéro est-il particulièrement mal équilibré. Sans doute, la gravité des problèmes internationaux explique-t-elle que nous promenions nos camarades de Suez à Alger, à Barcelone et à Saigon. Mais il y a aussi la situation syndicale. Et une revue dont la raison d'être est la renaissance du syndicalisme révolutionnaire n'a pas le droit de négliger les problèmes ouvriers.

Seulement, nous avions décidé depuis la fondation de l'Union des Syndicalistes de laisser à celle-ci la responsabilité de la chronique syndicale. Et l'ami Guilloré « a loupé la commande ». Impossible d'attendre. Notre numéro doit sortir, ou il nous faudrait le renvoyer à la fin du mois. Il faut espérer que cela ne se renouvellera plus. Il faut espérer surtout que les camarades alimenteront la rubrique et n'en laisseront pas toute la charge à Guilloré.

Cependant nous étouffons dans nos 24 pages. Nous sommes obligés de laisser sur le marbre de la copie qui aurait alimenté les débats sur les problèmes nationaux et internationaux. Hagnauer qui, du pacifisme, attendra le prochain numéro. Et à la suite de J. L., a voulu reposer la question pour se venger du cuisinier, il allongera la sauce...

On voudrait aussi prolonger le débat sur l'automation, parler des jeunes, des institutions qui lui sont propres, comme *les Auberges de la Jeunesse, les Faucons Rouges*, etc...

Mais pour cela il faut d'abord songer à assurer notre stabilité financière et développer notre diffusion. D'autant plus que l'édition de la première brochure de l'Union nous laisse un lourd déficit. Aussi insistons nous fraternellement sur les points suivants :

1) **Renouveler régulièrement les abonnements et nepas oublier LA SOUSCRIPTION PERMANENTE.**

2) **REMBOURSER D'URGENCE LES COLIS DE LA PREMIERE BROCHURE.**

3) **COMMANDER D'URGENCE LES COLIS DE LA SECONDE BROCHURE.**

4) **Nous envoyer les listes de possibles.**

5) **Abonner à l'essai des camarades susceptibles de s'intéresser à la « R.P. » et à l'Union.**

6) **Ne pas oublier que les adhésions à l'Union et les commandes de brochures doivent être adressées au trésorier : ROBERT MARCHETI, 1, rue Dulaure, Paris (20e) — C.C.P. PARIS 7473-08.**

Le gérant : J.-P. FINIDORI  Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton

RETOUR DE PORT-SAID

Quand, après avoir vécu les événements de novembre, après avoir entendu pendant toute la durée de l'occupation les pires inepties de la bouche d'Européens qui vivaient de l'Egypte sans avoir jamais essayé de la comprendre, après avoir été privé pendant cette période de tous journaux, de toutes publications progressistes, on peut lire, en arrivant en France, ce qui a été écrit dans « la Révolution prolétarienne », « l'Ecole émancipée » ou quelques autres revues d'avant-garde, on respire. S'il n'y a pas eu, ici, de Labour Party pour lutter contre une folle politique, il y a eu au moins quelques petits groupes qui ont sauvé l'honneur, condamnant avec la même vigueur les entreprises impérialistes franco-anglaises en Egypte, et la répression de la révolution hongroise par les impérialistes russes.

Les lecteurs de la « R.P. » ayant déjà beaucoup appris sur ce sujet, il me paraît inutile de reprendre la question depuis A jusqu'à Z. Par contre, il est bon d'apporter mon point de vue sur certains points controversés, ainsi que quelques précisions sur certains faits.

Tout d'abord, qu'est-ce que Nasser ? La propagande officielle en a fait à tort et à travers un chef fasciste, comparable à Hitler, à Mussolini, à Franco. Les soldats français qui ont été envoyés à Port-Saïd avaient été nourris à fond de cette propagande, et s'imaginaient naïvement, du moins beaucoup d'entre eux, qu'ils venaient délivrer le peuple égyptien. A cette affirmation, Louzon répond : « Pas du tout, Nasser n'est pas un Hitler, mais un Robespierre », ce qui amène des protestations de certains lecteurs même de la « R.P. ». A mon avis, Louzon a parfaitement raison de distinguer entre les dictateurs fascistes, arrivés au pouvoir pour briser une révolution prolétarienne montante, et les dictateurs des pays sous-développés, dont la tâche est de résoudre nationalement les tâches de la révolution bourgeoise. Toutefois, la révolution bourgeoise qui s'accomplit avec un certain retard historique dans les pays d'Asie et d'Afrique au vingtième siècle a des aspects très différents de la grande révolution française du dix-huitième siècle, si bien qu'il est assez difficile de reconnaître l'influence de cette dernière sur les événements actuels d'Egypte ou d'autres pays récemment encore en proie à la domination coloniale. Plutôt qu'à Robespierre, il faut à mon avis comparer Nasser à tous les chefs de gouvernements, dictateurs ou non, qui, au vingtième siècle, ont dirigé une révolution bourgeoise nationale dans un pays économiquement sous-développé : Ataturk, Amanoullah, Nehru, Soekarno, Mossadegh, voire Nkrumah en Côte d'Or. Tous ceux-ci font partie d'une même famille d'hommes d'Etat, en dépit des différences très grandes qui peuvent être facilement établies entre eux, et de la plus ou moins grande profondeur de leur esprit révolutionnaire. (Dans le domaine du laïcisme, par exemple, il est certain qu'Ataturk était infiniment plus hardi que Nasser.) Cependant, si ces questions ne sont pas claires pour nous, au point que nous en discutions en formulant d'assez profondes divergences, comment le seraient-elles aux yeux des masses orientales, qui n'ont pas l'habitude de classer les hommes et les idées d'après nos concepts d'Occident ? Il ne faut donc pas s'étonner de lire parfois dans les journaux arabes des affirmations qui nous heurtent, et qui semblent apporter de l'eau au moulin de nos adversaires. Si le rôle néfaste du fascisme — du vrai — est clair pour nous, il ne l'est pas toujours pour des Orientaux même parmi les plus proches de nous objectivement. Beaucoup d'entre eux voient en Hitler avant tout l'adversaire de leurs adversaires, franco-britanniques ou juifs, et sont prêts à accepter une assimilation que nous avons, pour notre part, le devoir de rejeter, d'abord parce qu'elle est fausse, ensuite parce qu'elle sert à justifier les entreprises impérialistes que nous combattons. Toutefois, la confusion dont nous parlons est loin d'être générale, et l'on pourrait citer autant d'articles de journaux arabes antifascistes que d'articles profascistes. Un argument, il est vrai, a été souvent avancé : Nasser, jusqu'au resserrement de ses liens avec les Russes, avait autour de lui des conseillers allemands, nazis notoires, anciens SS pour la plupart. Il est exact qu'après la guerre mondiale, un certain nombre de SS se sont réfugiés en Orient, et sont devenus les conseillers militaires des pays arabes. En Egypte, ils étaient en place sous Farouk ; ils le sont restés sous les présidences de Néguib, puis de Nasser. En Syrie, ils avaient une certaine influence sous Chichakly : ce dernier étant aux yeux des dirigeants français un bon dictateur, puisqu'il était pro-occidental, on ne le lui a jamais reproché. Conseiller militaire ne veut d'ailleurs pas dire conseiller politique, et Nasser, à la demande des Russes, n'a pas hésité à renvoyer les siens.

Il devrait donc être clairement établi pour tous les lecteurs de la « R.P. » que Nasser est un révolutionnaire bourgeois, désireux de libérer l'Egypte et les autres pays arabes des traces de l'impérialisme étranger qui y subsistent encore, et qu'il convient de le soutenir dans cette lutte. Toutefois, il ne s'identifie pas forcément à la révolution égyptienne prise dans son ensemble. Ayant lui-même remplacé Néguib, il sera peut-être remplacé à son tour un jour par un autre, sans que pour cela notre attitude générale à l'égard des problèmes orientaux ait été révisée. Il n'est pas nécessaire non plus d'approuvr chacune de ses actions. Si je considère que l'Egypte était dans son droit en nationalisant un canal qui traverse son territoire, je ne pense pas moins qu'au point de vue économique, elle aurait mieux fait de procéder d'une façon moins brutale, plus lente, dans l'intérêt même de son peuple. Ce qui ne diminue en rien ma réprobation de l'action menée par les gouvernements français et britannique.

Sur les événements mêmes de Port-Saïd, voici quelques précisions. Le chiffre des morts est impossible à évaluer sainement. Les communiqués français officiels ont dit : 650 à 750 Egyptiens tués (contre 16 Français, et à peu près le même nombre d'Anglais). Les Egyptiens, eux, donnaient le chiffre de 7.000. A mon avis, le nombre des victimes est d'une importance secondaire. Le fait à retenir, c'est que de nombreux Egyptiens ont trouvé la mort en résistant à des assaillants bien mieux armés qu'eux. Je ne sais pour quelles raisons strtaégiques l'armée égyptienne n'a guère résisté à Port-Saïd. Elle s'est regroupée à Ismaïlia où se serait produit le choc décisif, si l'action de l'O.N.U n'avait pas arrêté l'avance franco-anglaise. Mais les gendarmes de Port-Saïd, et la population civile, à qui des fusils furent distribués à la hâte, résista héroïquement aux tanks britanniques, tandis que les parachutistes français avaient pris aisément Port-Fouad. Le lendemain de la bataille, des cadavres égyptiens jonchaient les rues de Port-Saïd. Quant aux destructions, elles se produisirent surtout là où il y eut résistance : au nord-ouest, près de la mer (quartier habité par les étrangers ou par de riches Egyptiens), quelques maisons éventrées par les obus. Sur la plage, de nombreuses cabines de bains — certaines étant devenues de petites maisons habitées par des pauvres — brûlées. En plein centre de la ville, un important groupe de maisons de pierre — ironie du sort, habitées par des Juifs — transformé en un monceau de ruines. Enfin, au sud-ouest, le quartier le plus pauvre, le « bidonville » dont il a été beaucoup parlé, entièrement

détruit, non par suite, cette fois, d'une résistance particulière, mais probablement parce qu'un projectile y mit le feu. En somme, une faible surface détruite, si on la compare à l'ensemble de la ville. Mais assez pour soulever d'indignation un peuple qui n'avait en somme jamais vu de près la guerre, et qui était en fin de compte peu guerrier : il se montre courageux mais manquant totalement de pratique militaire.

Et maintenant, efforçons-nous de dresser le bilan de l'opération.

Mollet et Eden avaient une série de buts de guerre, les uns avoués, les autres sous-entendus. Le premier était la sauvegarde de la liberté de passage dans le canal. Dès les premières attaques, les Egyptiens ont coulé une flottille, multipliant les épaves pour empêcher la navigation. Le canal est obstrué pour une période encore longue, et l'Europe occidentale est en proie à la crise du pétrole. Quant à l'ancienne compagnie, elle a fait son deuil du vain espoir de reprendre son ancienne importance.

Ils voulaient porter un coup décisif au régime de Nasser. Ce dernier est devenu plus populaire que jamais. S'imaginer qu'il y avait encore en Egypte des partisans de Farouk ou de Néguib et qu'ils allaient accepter de former un gouvernement pro-occidental, c'était ne rien comprendre à la réalité égyptienne. Il ne restait plus rien non plus du Wafd. Les seules forces anti-nassériennes étaient les Frères Musulmans, et dans une moindre proportion, les communistes. Ni les uns ni les autres ne pouvaient accepter de faire cause commune avec les envahisseurs. Sans confondre leur action, les trois partis agirent en même temps. Et chaque matin, malgré le sévère couvre-feu qui interdisait à la population civile de circuler après 17 heures, on pouvait lire, dans la rue Saad Zaghloul, la plus grande voie populaire de Port-Saïd, les tracts et les inscriptions rédigés en trois langues (arabe, anglais, français), et voir par centaines les portraits de Nasser, qui couvraient les murs. Chaque jour déchirées, chaque jour ces marques de la résistance d'un peuple réapparaissaient.

Ils voulaient encore, ont-ils dit, obliger l'Egypte et les pays arabes à accepter un règlement définitif avec Israël. Sans parler de la faute monumentale que constituait, à leur propre point de vue, le fait de s'être servi d'Israël pour engager la lutte, il est facile de voir que l'agression initiale d'Israël a rendu tout compromis plus impossible que jamais. Bien plus : elle a attiré sur les Juifs d'Egypte des persécutions qui ne s'étaient jamais produites auparavant. Un certain nombre d'entre eux, en effet, furent arrêtés, emmenés de Port-Saïd au Caire. Cette action semble avoir été faite sans aucun discernement. Mais si elle peut nous apparaître à bon droit comme regrettable, comment ne pas être écœuré par les protestations de la radio israélienne qui, après avoir poussé les Juifs des pays arabes à agir comme une cinquième colonne, crie au fascisme lorsque l'Egypte les traite en adversaires ?

Le gouvernement français pensait aussi, à travers Nasser, atteindre la rébellion nationale algérienne. C'est ne pas comprendre la profondeur du mouvement anti-impérialiste, auquel la chute de Nasser, si elle se produisait, ne changerait rien.

Il a été prétendu, à Londres et à Paris, qu'il était temps d'agir pour sauvegarder les intérêts et défendre la vie des citoyens britanniques et français d'Egypte. Beau résultat ! Des gens qui avaient passé toute leur vie dans le pays ont dû le quitter, abandonnant tout ce qu'ils possédaient, parce qu'ils avaient un passeport français ou anglais, alors que jusqu'à l'attaque de Port-Saïd, personne n'avait songé à les inquiéter. Les lycées français laïques, dans lesquels pouvait s'élaborer un fructueux contact entre l'Orient et l'Occident, ont dû fermer leurs portes, tandis que les religieux, protégés par la citoyenneté vaticane (ils avaient arboré le drapeau du pape dès le début du conflit), rouvraient largement les leurs.

Enfin, on a exprimé la nécessité de s'opposer à l'expansion de l'influence russe en Orient. Il est vrai que les Egyptiens escomptaient de l'U.R.S.S. une aide militaire qui ne s'est pas produite. Lorsque les parachutistes français sont descendus sur Port-Fouad, beaucoup ont cru que les alliés russes arrivaient. D'où une certaine rancœur pendant les premiers jours de l'occupation. Mais après, il y eut l'action russe à l'O.N.U., et l'U.R.S.S. reprit de l'influence, en même temps que les Etats-Unis d'ailleurs, qui surent habilement faire oublier leur refus de financer le barrage d'Assouan.

Ainsi, quand on veut bien réfléchir à ce qui s'est passé, on ne peut qu'être effaré devant une telle idiotie. C'est alors que les Français de droite — une droite qui, hélas, va jusqu'aux socialistes — nous disent : « Il en est ainsi parce qu'on nous a arrêtés. Si nous avions occupé tout le canal, si nous étions allés au Caire, alors Nasser aurait bien dû céder. » J'ai toujours répondu à de tels propos : « Dans ce cas, la guerre mondiale serait commencée. » Mais je me suis vite rendu compte que pour le colonialisme français, la guerre mondiale était un risque à courir. La guerre mondiale, comme Louzon l'a souligné, dans les pires conditions, avec tout le monde arabe et asiatique du côté des Russes, c'est cela que veut une certaine fraction de la bourgeoisie française, et spécialement, j'ai pu m'en rendre compte, une fraction que je crois numériquement importante des officiers français. Pour eux, ce n'était que partie remise. Encore quelques mois, on allait remettre ça, et cette fois, les Américains seraient bien obligés de s'y mettre, puisque les Russes y seraient aussi entraînés.

Une fraction de la bourgeoisie française ne peut admettre la fin du colonialisme, qui est une des caractéristiques essentielles de notre époque. En elle réside le plus grand danger. Il en est une autre cependant, dont le raisonnement n'est pas plus juste, qui propose, non sans quelque dépit, d'abandonner les colonies « qui nous coûtent plus qu'elles ne nous rapportent », « qui nous paient d'ingratitude », et qui ne voient d'autre solution que le repliement de l'Europe sur elle-même.

Puissent des travailleurs de plus en plus nombreux, manuels et intellectuels, comprendre qu'il y a une autre attitude, en face du réveil des peuples africains et asiatiques. Puissent mes amis Syriens, Libanais, Egyptiens, Jordaniens, que j'ai quittés dans des circonstances tragiques, avec une profonde tristesse mais non sans espoir de les revoir un jour, savoir qu'ils ont en Occident des frères qui comprennent leurs aspirations et haïssent autant qu'eux l'impérialisme.

J. GALLIENNE.

Que sont les réfugiés hongrois ?

Résultats des sondages systématiques effectués parmi les réfugiés hongrois, du 22 au 26 novembre 1956, dans les camps frontaliers d'Eisenstadt et Traiskirchen (Autriche).

Age. — 15 à 20 ans, 25 % ; 21 à 25 ans, 19 % ; 26 à 30 ans, 22 % ; 31 à 40 ans, 18 % ; au-dessus, 16 %.

Origine. — Budapest, 50 % ; autres villes, 30 % ; villages, 20 %.

Situation sociale. — Travailleurs, 56 % ; employés, 21 % ; non salariés (écoliers, étudiants, ménagères), 11 % ; paysans, 7 % ; professions indépendantes-libérales, 5 %.

Motifs de l'émigration. — Crainte de déportation, 28 % ; combattants ou militants, 27 % ; crainte des poursuites, 16 % ; misère, mauvaise situation, espoir d'une vie meilleure, 14 % ; crainte des Russes, 12 % ; goût de la liberté, opposition au communisme, à la dictature, 8 % ; rejoindre les familiers déjà émigrés, 4 % ; ont tout perdu, 4 % ; divers, 5 %.

Notes d'Economie et de Politique

UNE POLITIQUE CONSERVATRICE BIEN AVENTUREUSE

Je m'excuse d'avoir encore à parler d'un sujet qui déplaît fort, je le sais, à beaucoup de nos lecteurs, comme d'ailleurs à presque tout le monde et à moi-même, mais je ne peux m'empêcher de penser que l'attitude de l'autruche qui se cache la tête pour ne point voir le danger est la pire de toutes et qu'il est plus digne de l'homme de regarder le danger en face, même s'il ne peut rien pour l'éviter.

Churchill n'est peut-être pas très intelligent, mais il sait au moins exprimer les évidences avec brutalité. C'est l'une de ces évidences criardes qu'il a énoncées lorsqu'il a dit, il y a une dizaine d'années, qu'une seule chose, alors, nous protégeait de la guerre, c'était la bombe atomique américaine.

Il est bien certain, en effet, que si la Russie n'a point profité de l'énorme supériorité de son armée de terre pour réduire l'Europe tout entière à l'état de satellite, ce fut par crainte d'une riposte atomique de la part des Etats-Unis. Ceux-ci, d'ailleurs, avaient parfaitement conscience qu'il en était ainsi, et c'est pourquoi depuis dix ans ils ne cessent de proclamer officieusement et officiellement que toute agression russe serait suivie immédiatement de « représailles » de leur part, c'est-à-dire, ainsi que tout le monde le comprend, d'un bombardement massif de la Russie par bombes à uranium et à hydrogène.

Mais il va de soi que la menace de ces représailles ne fut jusqu'ici efficace que parce que la Russie n'avait rien ou peu de chose à y opposer. Tant que l'arsenal russe en bombes atomiques, et surtout en moyens de délivrer ces bombes (avions volant assez loin pour atteindre le territoire ennemi et assez haut et assez vite pour n'avoir rien à craindre des moyens d'interception) était, soit inexistant, soit considérablement inférieur à celui des Etas-Unis, les Russes, qui ne sont pas des fous, étaient obligés de se tenir cois. Staline eut beau être le dur des durs, il ne put que se livrer à des rodomontades verbales, aucun acte ne les suivit et ne pouvait les suivre.

Mais l'on sait qu'aujourd'hui la situation n'est plus la même. Les deux adversaires sont maintenant de force équivalente : les Russes possèdent la bombe à hydrogène tout comme les Américains, et les « Bisons », leurs bombardiers à réaction à quatre moteurs, valent bien à tous les points de vue, de l'avis des Américains eux-mêmes, les B 52 à huit moteurs de l'armée américaine.

Bien plus ! Les Américains semblent admettre — en tout cas aucun d'eux n'a osé prétendre le contraire — qu'en ce qui concerne le lancement des projectiles atomiques par fusée — mode de lancement qui est destiné à éclipser tous les autres — la Russie est non seulement au niveau de l'Amérique, mais la dépasse.

Dans ces conditions, continuer à parler, comme le font encore, par habitude, Eisenhower et ses aides, de mesures de « représailles » contre une agression russe n'a plus de signification. La situation dont Churchill faisait naguère état, n'est plus ; l'existence de bombes atomiques entre les mains des Américains ne suffit plus à garantir la paix du monde, car la menace d'un bombardement atomique ne peut arrêter un pays qui a le moyen de répondre à ce bombardement par un bombardement de même nature et de même envergure ; rien n'empêche plus une agression russe.

Mais alors, une question se pose : dans le cas où cette agresion se produirait, Washington ripostera-t-il, comme il continue à l'affirmer, par des mesures de « représailles », de représailles atomiques ?

Rien n'est moins sûr.

Autant il était certain qu'il en aurait été ainsi lorsque les Etats-Unis avaient un quasi-monopole des armes nucléaires, autant il est bien probable que dans la crainte de voir le continent américain être à son tour l'objet de « représailles », Washington, de même que Moscou d'ailleurs, n'utilisera les armes nucléaires que le jour où le déroulement de la guerre aurait conduit l'un des deux adversaires à une situation désespérée.

Prenons un exemple !

Supposons que la Russie attaque demain — ou, pour être plus précis, le jour, peu éloigné, où elle disposera de fusées capables d'atteindre les Etats-Unis — un pays du Proche-Orient, mettons, si vous le voulez, la Turquie ou l'Iran.

Croyez-vous alors vraiment, qu'Eisenhower, ou tout autre président des Etats-Unis, dont l'ordre personnel est nécessaire pour qu'il puisse être fait usage de bombes à uranium ou à hydrogène, donnerait un tel ordre s'il savait que dès que les Russes auraient vent du départ d'un avion porteur d'une bombe atomique, ils déclencheraient un tir de fusées sur New-York ?

Pour moi, cela me semble peu vraisemblable. Eisenhower ou son successeur donnerait, au contraire, l'ordre strict de s'en tenir aux armes « classiques » — à condition bien entendu que les Russes en fassent autant, ce qui est fort probable étant donné la supériorité de leurs forces terrestres.

Et même, si ce n'était pas seulement un pays du Proche-Orient qui soit attaqué, si c'était un pays de l'Ouest européen, l'Allemagne occidentale par exemple, il y aurait de fortes chances pour qu'il en soit de même.

Ce n'est que le jour où le territoire américain lui-même serait sous la menace directe d'une invasion russe — et encore ! — que l'ordre d'utiliser l'arsenal atomique pourrait être donné.

De sorte que la ou les prochaines guerres risquent d'être faites, au moins jusqu'à la veille du dénouement final, au moyen tout simplement des bons vieux obus à trinitrotoluol, à l'exclusion de tout projectile nucléaire.

Or, c'est au moment même où s'ouvre une telle perspective que, prétendant faire œuvre de « modernisme », le nouveau gouvernement conservateur anglais charge le nouveau ministre de la guerre de diminuer les forces armées du type classique, en prétendant que cette diminution pourra être compensée par un accroissement des moyens « modernes » de défense, c'est-à-dire par des armes atomiques ou des armes de défense contre les armes atomiques !

En vertu de ce que nous avons dit plus haut, cette décision du gouvernement Mac Millan montre que, malgré sa prétendue volonté novatrice, l'état-major britannique, tout comme un

vulgaire état-major français, est toujours en retard, sinon d'une guerre, au moins d'une estimation dans la nature de la guerre qu'il aura à conduire.

Il était, certes, ridicule, alors que l'Amérique jouissait d'une supériorité incontestable dans le domaine des armes atomiques, d'entretenir une multitude d'hommes sous les armes ; mais aujourd'hui qu'une telle supériorité n'existe plus, ou, pour le moins, est en voie de disparition, aujourd'hui que la possession des armes nucléaires par les deux parties en rend leur emploi peu probable durant une longue période d'hostilités préliminaires, réduire les forces classiques, pour lesquelles l'Occident est déjà très inférieur à la Russie, est une aventure terriblement dangereuse.

UN SABRE DE BOIS

C'est à la lumière de ce qui précède qu'il faut juger la valeur de la déclaration d'intentions américaine que l'on a baptisée du nom pompeux et ridicule de « doctrine ».

Par cette déclaration, le gouvernement américain fait savoir au monde son intention de venir au secours de tout pays du Proche-Orient qui serait attaqué par la Russie ou l'un de ses satellites, si ce pays réclamait son aide.

Or, si l'on admet que, pour la raison indiquée plus haut, l'Amérique n'emploiera pas, en cette occasion, ses armes atomiques (1), elle n'aura, à peu près, pour résister aux Russes que les mitrailleuses, les canons et les bombes qu'elle a utilisés durant la guerre de Corée. L'on sait que, durant cette guerre, l'armée américaine fut loin de faire merveille ; elle s'y montra incapable de battre les Chinois, devant se contenter, après de longs mois de lutte, de terminer la bataille par un armistice qui ne faisait ni vainqueurs ni vaincus.

Eh bien ! si l'armée américaine a été incapable de battre les Chinois en Corée alors que ceux-ci commençaient à peine à avoir une armée moderne, il apparaît comme à peu près certain qu'elle sera encore beaucoup plus incapable de vaincre les Russes aujourd'hui dans le Proche-Orient. Le soldat américain n'est certainement pas supérieur à ce qu'il était en 50 ; l'état-major américain ne disposera pas à proximité du champ de bataille d'une base aussi étendue et aussi pratiquement invulnérable que celle qu'il avait avec le Japon ; si, il est vrai, il pourra compter sur un allié solide, la Turquie, dont la capacité militaire dépasse largement celle de la Corée du sud, il lui faudra compter aussi avec un arrière-pays sans doute probablement hostile, toute l'Arabie, de l'Irak à l'Egypte, étant peu désireuse de voir s'introduire chez elle ou chez ses voisins immédiats, les soldats d'un pays étroitement lié aux pires puissances colonialistes, qui sont pour elle l'ennemi numéro 1 ; enfin et surtout, l'armée russe d'aujourd'hui est certainement d'une force très supérieure à ce qu'était l'armée chinoise d'il y a six ans.

Le sabre qu'agite présentement Eisenhower avec sa « doctrine » n'est donc tout juste qu'un sabre de bois, pas plus capable de rassurer ses futurs alliés que d'effrayer les Russes. Lorsque le sabre du Pentagone, grâce à la supériorité atomique, n'était pas de bois, il n'y avait nul besoin de l'agiter ; aujourd'hui où Washington est incapable, en fait, de protéger l'Orient contre Moscou, il faut donc, au contraire, faire croire, par des déclarations menaçantes, que l'on est capable de le faire. Voilà le pourquoi de la « doctrine Eisenhower ».

Mais cette « doctrine » comprend un second point : le Congrès est invité à donner au Président un pouvoir qui n'a jamais été accordé à aucun de ses prédécesseurs, celui de disposer *à son gré* au bénéfice des Etats du Proche-Orient de plusieurs centaines de millions de dollars qu'il pourra donner à qui il voudra, aux conditions qu'il voudra, pour faire ce qu'il voudra. Ce seront de véritables « fonds secrets », un chèque en blanc pour acheter les Etats du Proche-Orient.

Mais ceux-ci se laisseront-ils acheter ?

Il y a seulement quelques années, la réponse n'aurait pas été douteuse. Elle eût été affirmative. Ces Etats ultra-pauvres étaient prêts à se vendre à n'importe qui. Seulement, aujourd'hui, ces pays ne sont plus pauvres. Depuis que le pétrole y surgit à flots, et surtout depuis que, grâce à Mossadegh, les tenants des anciennes concessions pétrolières et ceux qui ont acquis les nouvelles ont dû consentir à *doubler* les redevances qui étaient jusqu'alors la règle, ces Etats, sinon leurs populations, sont riches. Ils le sont au moins suffisamment pour ne pas être obligés d'accepter les dons ou les prêts d'un « bienfaiteur » à n'importe quelles conditions, d'autant plus que s'il leur arrive d'avoir tout de même un urgent besoin d'argent, ils peuvent être à peu près certains d'en trouver, comme ils ont trouvé des armes, auprès de la Rusise, ce qui n'était pas le cas non plus il y a quelques années, et à des conditions que le Kremlin, on peut en être sûr, s'arrangera pour rendre plus favorables que celles exigées par le Département d'Etat. De même qu'aux bombes atomiques américaines la Russie peut opposer maintenant ses propres bombes, le rouble peut maintenant s'opposer au dollar, et de ce fait les possibilités de pression économique de l'Amérique se sont aussi évanouies que l'efficacité de ses menaces militaires.

Le second tranchant du sabre présentement agité est donc tout autant de bois que le premier. La « doctrine Eisenhower » est tout juste du vent.

CHOSES D'OUTRE-MER

Les « bicots » doivent demeurer des « bicots »

Rendons grâce à Lacoste et à Mollet, ils viennent de faire à l'intention de l'O.N.U. une double et éclatante démonstration.

D'une part, en utilisant des méthodes terroristes qui n'ont jamais été employées à ma connaissance par aucun Etat, même totalitaire, même à Budapest, pour tenter de briser la grève algérienne commencée le 28 janvier, en enfonçant les devantures des boutiques après avoir invité à leur pillage (2), en violant la liberté du

---

(1) Selon son excellente habitude, Truman a déjà mis les pieds dans le plat. Déposant devant la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, sur la doctrine Eisenhower, il a déclaré qu'il était nécessaire que les Etats-Unis disposent de forces militaires suffisantes pour agir dans le Proche-Orient « *sans déclencher de guerre atomique* ».

(2) Je parle ici de cet ordre du jour de Massu prévenant les commercants qui fermeraient, que leurs portes seraient enfoncées et qu'il *déclinait toute responsabilité pour le sort des marchandises contenues dans les boutiques*. Ce n'est qu'au cours de la première journée de grève, lorsque le pillage eut commencé à prendre des proportions inquiétantes qu'il émit une seconde déclaration prévenant que tout pillard serait fusillé sur-le-champ. Bien entendu, aucun pillard ne fut fusillé ; on se contenta

domicile en obligeant les travailleurs à sortir de leurs demeures, en violant la liberté du travail en « réquisitionnant » des centaines de fonctionnaires et ouvriers et en en amenant d'autres sur « des lieux de travail » sous l'encadrement de la troupe et parfois les mains derrière la tête, en faisant licencier ensuite, au lendemain de la fin de la grève, des milliers de travailleurs dont on prétendait pourtant qu'ils n'avaient été grévistes que « par peur », Lacoste et Mollet ont fourni la preuve de l'adhésion unanime qui est apportée par la population musulmane d'Alger à l'action du F.L.N.

D'autre part, en appliquant ces mesures de travail forcé aux musulmans d'Algérie, alors que Mollet et Pineau venaient quelques semaines auparavant de dénoncer avec raison comme une atteinte intolérable au droit de l'homme la menace faite par Nasser (non suivie d'effet) d'obliger au travail les employés de la Compagnie de Suez, de même qu'en violant à l'égard des commerçants musulmans, les droits sacrosaints de la propriété, ils ont fait la preuve que, pour eux, comme pour tout « bon Français », les droits de l'homme ne s'appliquent pas aux musulmans algériens, car ceux-ci ne sont que des « bicots » et doivent, en conséquence, être traités, non comme des hommes, mais comme des « chiens ».

Il y a longtemps que nous savions ces deux choses ; il n'est point mauvais qu'elles aient été confirmées d'une manière aussi spectaculaire.

M. Massu a bien travaillé ; aucun bureau de recrutement pour l'armée de la libération n'aurait pu faire aussi bien.

Les premiers bouillonnements d'une démocratie

Aucun pays arabe n'est aussi mûr pour la démocratie que l'est la Tunisie. Aussi n'est-il point étonnant que dès aujourd'hui on perçoive les bouilonnements habituels de toute démocratie.

Il n'est point de démocratie sans l'existence face au gouvernement, d'une opposition. Les premiers signes d'une opposition se décèlent en Tunisie.

C'est l'*Action*, hebdomadaire néo-destourien de langue française, qui préfère se saborder plutôt que de se plier aux consignes gouvernementales.

C'est la scission de l'U.G.T.T., puis le remplacement de son secrétaire général, deux choses dont les circonstances précises nous sont encore inconnues, mais qui résultent certainement l'une et l'autre de l'opposition manifestée au sein de l'organisation syndicale à l'égard de certains aspects de la politique économique gouvernementale.

L'existence de cette opposition naissante, basée, en partie au moins, sur l'opposition des classes, réjouira sans doute les colonialistes à courte vue qui y verront un signe d'affaiblissement du « front national » qui les a privés de leur protectorat ; pour nous, nous y voyons, au contraire, un signe de force.

Jamais la France n'a été aussi forte, aussi virile, aussi « grande » dans tous les domaines, qu'au cours de ce XIXe siècle (de 1789 à 1918), durant lequel le heurt tragique des partis et des classes, culminant à sept reprises en révolutions (sans compter les insurrections), n'a jamais cessé.

---

d'en déférer quelques-uns aux tribunaux, qui les condamnèrent à des peines dérisoires telles que 15 jours de prison avec sursis : une invitation à recommencer.

Signal d'alarme

La fin rapide de la rébellion berbère du Tafilalet ne doit point faire sous-estimer sa signification.

Nous avons souligné à plusieurs reprises le dualisme fondamental qui existe au Maroc entre les populations arabes et les populations berbères.

Dualisme qui maintint au cours des siècles l'empire marocain divisé en territoire « maghzen » et en pays « insoumis » ; dualisme qui se manifesta lors de la conquête française par le fait que jusqu'après le départ de Lyautey l'armée française n'osa se risquer au cœur du pays berbère, se contentant d'occuper presque exclusivement le « Maroc utile », c'est-à-dire le Maroc arabe ; dualisme dont enfin l'administration française chercha à se servir en tentant de dresser les Berbères contre le mouvement national arabe.

Dualisme fondamental car c'est celui qui a partout opposé les gens de la montagne à ceux de la plaine : les highlanders aux habitants de la Basse-Ecosse, les Serbes aux Croates, les Lolos aux Chinois, les Moïs aux Annamites, etc.

Au Maroc, ce dualisme revêt une importance particulière du fait que les montagnards occupent la plus grande partie du territoire depuis l'extrême-nord (Rif) jusqu'à l'extrême-sud (Anti-Atlas), et groupent presque la moitié de la population.

Surmonter ce dualisme est donc la tâche essentielle qui attend le nouvel Etat. Pour ce faire, il lui faudra beaucoup de prudence. Toute tentative d'arabiser par force la population berbère, de la priver de son droit coutumier et de ses djemaa pour la soumettre au droit coranique et à la justice des cadis, risquerait de mettre en péril l'existence même du Maroc comme Etat.

Une défaite qu'on présente comme une victoire

M. Deferre se contente de peu. Parti à New-York pour faire abandonner par l'O.N.U., son droit de tutelle sur le Togo, il n'a même point osé en faire la proposition. Tout au contraire, il a dû accepter l'envoi au Togo d'une mission d'inspection de l'O.N.U. et se contenter de claironner comme une victoire le fait que l'O.N.U. se soit félicitée du régime de semi-autonomie que la France avait accordé à l'ancienne colonie allemande dans l'espoir de faire mettre fin par là au mandat.

La double décision de l'O.N.U. de se féliciter de la semi-autonomie et de maintenir son droit de tutelle fut sage.

Mieux vaut une semi-autonomie que rien du tout, et c'est pourquoi nous joignons volontiers nos félicitations à celles de l'O.N.U. Par contre, les anciennes colonies allemandes n'ont été confiées aux pays mandataires qu'à la condition expresse que ceux-ci les conduisent à l'indépendance. A l'*indépendance*, et non à l'autonomie ou à la semi-autonomie. Jusqu'à ce qu'une indépendance totale ait été donnée au Togo, comme celle que la Grande-Bretagne vient d'accorder à la Côte de l'Or et s'apprête à donner à la Nigeria, le Togo doit rester un territoire *sous mandat*, soumis, comme tel, à la surveillance de l'O.N.U. Si cele-ci avait pris une décision contraire, elle aurait violé de la manière la plus flagrante les traités qui ont mis fin à la guerre de 14 et renié les engagements pris alors à l'égard des populations indigènes.

Le progressisme et le croupissement en Arabie méridionale

A propos des derniers événements du Yemen, pays de jardiniers montagnards, qui cultivent le meilleur café du monde, l'*Express* du 18 janvier publiait les lignes suivantes « d'un correspondant de Djibouti » :

« *Les Britanniques, plaidant leur dossier, affirment aujourd'hui que l'iman Ahmed est un tyran corrompu et sanguinaire ; les cheiks, émirs et sultans sous protection anglaise, au contraire, seraient des despotes éclairés. En réalité, ces petits féodaux ne se maintiennent aujourd'hui que grâce à l'appui britannique — et à la promesse de royalties pétrolières — contre l'agitation de leurs sujets. L'iman Ahmed, en revanche, est le souverain le plus éclairé dans l'histoire yéménite. Il a commencé par sortir des coffres de son père un trésor de plus de 20 milliards, qu'il affecte à la construction (par la Société des Batignolles) d'un port à Mokka, à la lutte contre les sauterelles et contre la mastication du kat, herbe narcotique et débilitante que mâchent tous les Yéménites. Il a fait construire une filature, un système téléphonique, une centrale électrique et des égouts à Taez, inauguré une réforme monétaire et recruté des médecins européens.* »

Si ces faits sont exacts — et je ne vois aucune raison d'en douter — il faut en conclure que la situation politique est la même dans le sud-ouest arabique que dans les régions plus septentrionales du Proche-Orient : d'un côté, indépendance et progressisme (si relatif que celui-ci puisse être) et, de l'autre, subordination et croupissement total.

R. LOUZON.

P.-S. — Dans « Parmi nos lettres » du précédent numéro, notre camarade Laplaud demande que « la *R.P.* ne publie que des chiffres rigoureusement exacts, basés sur des certitudes. Sinon, qu'elle s'abstienne ! »

Voilà, évidemment, que sonne très bien, et témoigne d'un louable souci de vérité.

Malheureusement ! si l'on suivait notre camarade, on ne publierait jamais de chiffres, car, pas plus pour les chiffres que dans n'importe quel domaine, on ne possède pour ainsi dire jamais de « certitudes ».

Pour être certain du nombre des morts de Port-Saïd, il faudrait les avoir soi-même dénombrés et être sûr de les avoir tous vus, ce qui n'est certainement pas notre cas, et sans doute le cas de personne. Doit-on, pourtant, ne pas essayer de se faire une idée de ce nombre, au moins de son ordre de grandeur ? Nous ne le pensons pas.

Dans la note que Laplaud incrimine, nous avons donné quatre chiffres, dont aucun, sûrement, n'est « rigoureusement exact » : l'un fourni par le ministre britannique de la Défense, trois autres donnés par des journalistes, témoins oculaires, deux Français et un Américain. C'est-à-dire que nous avons fourni à nos lecteurs de quoi les aider à se faire une opinion, ce qui est notre rôle et notre devoir ; nous continuerons.

Et si certains choisissent le chiffre du ministre britannique, parce qu'il est « officiel » (3), et donc, sans doute, pour eux, le seul « certain » et « rigoureusement vrai », c'est leur affaire !

(3) Même parmi les chiffres officiels il faudrait d'ailleurs, choisir, car la déclaration aux Communes du ministre de la Défense donnant 100 comme le chiffre des morts égyptiens de Port-Saïd souleva de telles réactions que, par la suite, des chiffres progressivement plus élevés furent donnés par les services du ministère, le Livre Blanc le portant finalement à 650.

LA GRÈVE DU SCHLESWIG-HOLSTEIN

La métallurgie du Schleswig-Holstein, c'est d'abord les chantiers navals de Kiel, de Lübeck, de Lauenburg, d'Elmshom, de Neumünster, de Mölln, de Flensburg, mais ce sont aussi les entreprises (de trois à cinq cents ouvriers) de construction de machines Mak, les usines Flender de Kiel, toutes plus ou moins tributaires de la bonne marche des chantiers navals.

Le Schleswig-Holstein est, dit-on, le plus pauvre, le plus arriéré des « pays » de la République fédérale allemande. C'est en partie exact. Ce *land* a dû digérer une partie considérable des réfugiés venus de l'Est après la guerre; de plus, l'agriculture, qui constitue la « base vitale » de l'économie, y est assez pauvre, plus arriérée que celle du pays en général.

Au mois de septembre 1956, le syndicat de la métallurgie de ce *Land* présentait à l'association des entrepreneurs en métallurgie des revendications qui, aux yeux de la Fédération — qui les prenait d'ailleurs à son compte — devaient constituer un « test » pour l'ensemble de la métallurgie allemande ; il demandait : 1° Le paiement par les patrons, en cas de maladie, du salaire intégral pendant quarante-deux jours (c'est-à-dire, en fait, le paiement de la différence entre le salaire net et le montant des indemnités versées par les Assurances sociales). Le paiement intégral également pour les trois premiers jours de maladie — « jours de carence » — que les Assurances sociales ne couvrent pas. 2° Le paiement d'une prime de vacances de 7,50 DM (750 francs par jour de congé. 3° Une augmentation du congé annuel de 15 à 18 jours ouvrables, de 18 à 24 jours pour les jeunes, et de 15 à 20 jours pour les ouvriers des fonderies.

Les négociations se poursuivirent jusqu'au 15 octobre. Les patrons du Schleswig-Holstein, encouragés par l'ensemble du patronat de la métallurgie allemande, n'étaient nullement prêts à céder sur les « trois jours de carence » ; c'était là une source d'abus, prétendaient-ils, car pour le moindre « bobo », les ouvriers resteraient chez eux. C'est une calomnie, répliqua le syndicat : la conscience professionnelle de l'ouvrier allemand est proverbiale (ce qui est exact)...

Les patrons se déclaraient prêts, par contre, à assurer le paiement des jours de maladie, pendant vingt et un jours, mais ne voulaient rien savoir de la prime de vacances, ni de l'augmentation de la durée des congés. Dans ces conditions, l'épreuve de force était inévitable. Le 11 et le 12 octobre, 88 % des ouvriers démocratiquement consultés se prononçaient pour la grève qui touchait d'abord 20.000 ouvriers, rejoints au mois de novembre par 12.000 autres.

Après sept semaines de grève, le premier ministre du Schleswig-Holstein (partisan ouvert du patronat) publiait, après des pourparlers avec les grévistes et les patrons, une proposition de règlement faisant aux grévistes une concession en ce qui concernait l'augmentation de la durée des congés. Cette proposition fut repoussée par le syndicat.

Fin décembre, autre initiative : le syndicat et les représentants du patronat se déclarent prêts à faire appel à un arbitrage (non obligatoire). La recommandation de l'organisme d'arbitrage élaborée en commun par l'arbitre et le patronat, fut également rejetée par le syndicat puisque, à côté de quelques concessions sur la durée des congés, elle ne prévoyait pas de prime de vacance et impliquait le maintien de la clause des « trois jours de carence ». Sur recommandation du syndicat, 97 % des ouvriers se prononçaient, le 7 janvier, contre le projet de l'arbitre.

Enfin, le 3 janvier, après trois jours de négociations serrées, un compromis intervint, en présence du ministre du travail de la République fédérale. La nouvelle convention collective devait, dans l'esprit des négociateurs, prévoir le règlement suivant : paiement d'un tiers du salaire pour les trois premiers jours de maladie lorsque celle-ci excède une

semaine ; paiement intégral lorsqu'elle excède deux semaines ; toujours pour les cas de maladie, paiement par les patrons du montant de la différence entre le versement de la Sécurité sociale et 90 % du salaire net et ce, pendant vingt et un jours pour les ouvriers dont l'ancienneté dans l'entreprise remonte à trois mois et pendant vingt-huit jours pour les ouvriers dont l'ancienneté remonte à trois ans. Octroi de 24 jours de congé pour les jeunes de moins de 18 ans, 12 jours pour les ouvriers de plus de 18 ans, et 18 jours pour les ouvriers de plus de 35 ans.

Le 30 janvier, à la surprise générale, cet accord fut repoussé par 76% des ouvriers contre la volonté de la direction syndicale, du comité de grève et, bien sûr, du patronat.

Voilà donc l'historique de la grève qui, au moment où nous écrivons, continue, et qui constitue la plus importante lutte sociale dans l'existence de la République fédérale. Ce bref rappel des événements marquants de la grève ne reflète en rien l'atmosphère dans laquelle le combat a été mené. La durée même de cette grève constitue un élément inhabituel dans la vie de la République fédérale où, jusqu'à présent, — et à quelques exceptions près — les conflits sociaux ont revêtu un caractère paisible.

Nous avons dit que cette grève constituait un « test » pour la fédération de la métallurgie. Pour forcer la main au patronat et aux partis qui venaient de déclencher la lutte en vue des élections législatives de septembre 1957 (avec toutes les surenchères et toute la démagogie que cela implique) le moment était bien choisi. Une proposition de loi prévoyant une amélioration considérable du régime de congé-maladie est actuellement soumise au Parlement. Les grands partis n'avaient aucun intérêt à s'opposer aux revendications des ouvriers du Schleswig-Holstein.

CONDUITE DE LA GREVE

Et puis, la puissante fédération de la métallurgie (1.600.000 membres) « mettait le paquet ». Dès le début de la grève la fédération remplaçait les patrons : les allocations accordées aux grévistes atteignaient 80 % du salaire normal. Les repas étaient servis dans les cantines pour 30 pfennigs ; un journal imprimé sur quatre pages (« Les nouvelles de la grève ») fut gratuitement distribué. La Fédération de la métallurgie, dont la caisse est largement remplie, engageait un peu partout des troupes de théâtre et de cabaret pour distraire les grévistes. Quotidiennement, des séances de cinéma étaient données pour « sauvegarder le moral ». Les femmes des ouvriers en grève furent convoquées pour recevoir toutes explications sur l'enjeu de la lutte et engagées à soutenir le bon moral de leur mari.

Ce fut vraiment un effort extraordinaire, « à l'américaine », disaient les grévistes, pour opposer au front patronal un bloc homogène. Du côté patronal, ce n'était d'ailleurs pas moins sérieux. Dès le début, l'association générale du patronat allemand relevait le défi : les patrons du Schleswig-Holstein obtenaient des facilités de paiement, bénéficiaient de délais prolongés pour exécuter les commandes, obtenaient la promesse de larges dédommagements pour leur permettre de « tenir ».

Le journal de grève fut excellent ; il contenait, en premier lieu, des renseignements précis sur tous les aspects de la grève et mentionnait toutes les manifestations de solidarité de la part d'autres organisations syndicales. Il contenait également des articles vivants sur les grandes luttes de la métallurgie dans d'autres pays, en particulier les grèves sur le tas de l'industrie automobile des Etats-Unis. Il démontrait les fissures de l'argumentation patronale («nous ne sommes pas en mesure de payer») en donnant des chiffres précis sur la situation financière des entreprises en question. Il publiait enfin de larges extraits de la presse sur leur grève, ouvrant ainsi aux ouvriers en lutte un plus large horizon et leur permettant de se rendre compte qu'ils étaient au centre de l'intérêt général et que l'issue de la lutte ne les concernait pas seuls.

Donc, à côté de la nourriture matérielle, une excellente nourriture intellectuelle. Il est bien évident que cette grève n'aurait jamais duré aussi longtemps si la fédération n'avait pas accepté de fournir un effort financier exceptionnel. Pour passer le cap de Noël (qui laissait prévoir quelques difficultés, car les ouvriers allemands sont très attachés à cette fête), la Fédération distribuait une somme supplémentaire de 30 DM aux grévistes célibataires, de 45 DM aux pères de famille plus 5 DM pour chaque enfant.

Il n'y eut pas de briseurs de grève. La tentative pour employer des réfugiés hongrois échoua lamentablement. De même, la pression des autorités du *Land* et du gouvernement fédéral fut déjouée. Il est fort significatif que la presse indépendante d'Allemagne, largement « travaillée » par le patronat, ait énergiquement réclamé l'introduction d'une loi Taft-Hartley (une « grève à l'américaine » ne pouvait être combattue qu'avec des méthodes américaines) c'est-à-dire l'autorisation pour les autorités d'interdire une grève pendant 90 jours si « l'intérêt national » est en jeu...

LES GREVISTES COMPTENT...

Il reste à expliquer pourquoi le Comité de grève et la Fédération de la métallurgie, qui avaient repoussé les propositions d'arbitrage du début janvier, acceptaient finalement celles de fin janvier qui comportaient, certes, d'appréciables concessions, mais ne constituaient malgré tout qu'une cote mal taillée... Les considérations financières ne jouaient pas : à Francfort, au siège de la Fédération (il faut voir le formidable building qui rappelle celui de l'association patronale !) on nous a assurés que la situation de la caisse syndicale, peu éprouvée par les grèves antérieures, était brillante, et qu'on « pouvait tenir » indéfiniment.

L'explication la plus valable nous semble être celle-ci : la Fédération avait reçu, du côté gouvernemental ainsi que de la part des grands partis, des assurances plus ou moins formelles selon lesquelles un règlement favorable interviendrait pour la plupart des questions en litige, dans le cadre, précisément, de la loi fédérale à l'étude depuis plusieurs mois.

Dans ces conditions, la direction de la Fédération pouvait espérer que l'accord proposé par la commission d'arbitrage — avec ses quelques concessions non négligeables — apparaîtrait aux ouvriers, sinon comme un triomphe, du moins comme un succès. La Direction fédérale s'est trompée. Et le comité de grève lui-même, pourtant en contact quotidien avec les ouvriers, a cependant mal prévu leur réaction. De mémoire d'homme on n'avait vu des ouvriers allemands, combatifs mais très disciplinés, repousser un accord conclu et recommandé par leurs organisations.

Les bonnes traditions se perdent ! Disons sans tarder cependant que l'argument selon lequel « les ouvriers n'avaient évidemment aucune envie de reprendre le travail, payés qu'ils étaient pour ne pas travailler », ne correspond en rien à la réalité, et bien moins encore à la mentalité et au comportement habituel des ouvriers allemands. D'une manière générale, les ouvriers de l'autre côté du Rhin sont très consciencieux, attachés à leur travail, et plutôt réticents lorsqu'il s'agit de l'interrompre lorsque l'enjeu ne leur semble pas important. L'idée de « vivre aux frais du syndicat » ne les effleurerait pas si cela ne se révélait pas absolument nécessaire.

Si 76 % des grévistes ont rejeté l'accord, c'est d'abord à la suite d'une immense déception. La victoire, dans leur esprit, devait être à la dimension de la lutte. De plus, il est évident que, pour la première fois depuis le début de la grève, la direction syndicale n'avait pas clairement expliqué de quoi il s'agissait, n'avait pas dit nettement qu'il fallait compter, pour obtenir un succès plus considérable, sur les instances parlementaires, sur le gouvernement, sur les partis.

La direction syndicale a évidemment accepté le verdict des grévistes qui, pour ne pas être « raisonnables » ont cependant donné un excellent exemple de combativité. A Kiel et à Flensburg, les permanents du syndicat de la métallurgie du *Land* ont reçu, après la conclusion de l'accord, un accueil plutôt frais de la part des grévistes. Il nous plait de souligner que la démocratie ouvrière se manifeste de manière aussi forte chez les métallos allemands. Cette grève qui dure depuis plus de trois mois recèle d'énormes possibilités pour la classe ouvrière allemande. Nous aurons sûrement l'occasion de revenir sur ce point, lorsque cette importante lutte aura pris fin. 3 février 1957. **Gustave STERN.**

CHRONIQUE DE BARCELONE

6 JANVIER. — La presse annonce que l'usage du courant électrique sera réduit et réglementé. Le courant sera interrompu de 7 heures du matin à 6 heures du soir deux jours par semaine. Les quatre autres jours ouvrables, il sera fourni aux entreprises suivant un horaire changeant de deux semaines en deux semaines : de 5 heures à 11 h. 15 du matin, puis de 11 h. 15 à 17 h. 30, enfin de 10 heures du soir à 6 heures du matin.

8 JANVIER. — Les nouveaux tarifs des transports publics entrent en application. La mesure a été approuvée par le gouvernement. Elle correspond à une hausse générale des prix qui absorbe et dépasse les augmentations de salaires accordées en novembre 1956.

Le mécontentement populaire est vif. Les horaires de travail fantaisistes imposés par la répartition du courant électrique et l'augmentation du prix des transports (alors que tramways et autobus sont délabrés et que leur usage coûte plus cher que partout ailleurs) sont venus s'ajouter à la pénurie de pétrole, combustible largement utilisé pour la cuisine et le chauffage, et à la raréfaction de l'huile d'olive. L'explication officielle est que l'affaire de Suez rend difficile l'obtention de pétrole (mais le public sait que les importations sont en provenance du Vénézuéla) et que l'huile est exportée aux Etats-Unis.

11 JANVIER. — Une consigne circule : « Boycott des tramways, autobus et métros à partir du lundi 14 janvier ». Des tracts manuscrits ou dactylographiés passent de main en main. Des hommes parcourent les rues et transmettent le mot d'ordre à chaque groupe attendant les tramways aux arrêts, lancent la consigne à haute voix dans les bars.

12 JANVIER. — L'idée du boycott a gagné la population. La fièvre monte. Il est question d'un mouvement qui dépasserait le boycott et irait jusqu'à la grève générale. Des émissaires ont visité quelques magasins en conseillant aux propriétaires de ne pas ouvrir les portes « dans leur intérêt ».

Les autorités prennent des mesures de précaution. Des forces de police, armées de fusils et de fusils-mitrailleurs, des jeeps, prennent place aux endroits stratégiques.

13 JANVIER. — Cette journée dominicale est calme. Terrains de football, cinémas et cafés ont connu l'affluence habituelle.

14 JANVIER. — La ville est animée dès les premières heures. Les ouvriers et les employés se rendent à leur travail à pied. Tramways et autobus circulent à vide ; le receveur et le conducteur sont en général seuls. Parfois, un ou deux voyageurs. Les véhicules ne sont pas gardés. Vers 9 heures, un peu plus de passagers, employés surtout, mais le total par véhicule ne dépasse pas la demi-douzaine.

Les agents de police se rendent à leur poste sur les motos officielles. Les mesures de précaution sont importantes mais discrètes. Peu de policiers dans les rues mais large concentration dans les bâtiments du centre.

Le travail est normal. Dans la mesure où le courant électrique le permet.

Vers 13 heures, la place de l'Université est occupée par la police. Des détachements sont venus s'y grouper progressivement au cours de la matinée. Quelques policiers portent le mousqueton. Camions et jeeps stationnent aux environs immédiats.

A la sortie des cours, des groupes d'étudiants s'en prennent aux rares usagers des autobus et tramways. Parmi ces voyageurs figurent policiers en civil et phalangistes. Des pierres sont lancées contre les véhicules ; des vitres croulent. Une manifestation s'ébauche autour des élèves de la faculté de médecine. Quand la tête du cortège arrive près de la rue Balmes, plusieurs camions de la police surgissent ; les policiers en descendent et chargent les manifestants en les frappant de leur matraque et de la crosse des pistolets.

L'après-midi, le boycott est total. Les véhicules circulent à vide. A mesure que l'après-midi s'avance les voitures rentrent aux dépôts. A la sortie des usines il ne reste plus que quelques tramways. Malgré une forte averse, puis une chute de neige, les travailleurs regagnent leur domicile à pied. Dans la soirée, le bruit d'une grève générale imminente continuant à circuler, les ménagères se sont abondamment approvisionnées. La vente se poursuit, sur les marchés et dans les boutiques, jusqu'à 22 h. 30.

15 JANVIER. — La presse annonce que les incidents entre policiers et étudiants ont entraîné dix-sept arrestations parmi ces derniers. Plusieurs étudiants seraient blessés ainsi qu'un agent et deux gardes. Un receveur a été arrêté pour avoir déconseillé à une femme de monter dans le véhicule dont il avait le contrôle.

Dans l'ensemble, le personnel des transports publics, traditionnellement peu combatif, a sympathisé avec la protestation populaire.

Les postiers, bien que chargés de lourdes sacoches, ont effectué les trajets à pied jusqu'à leurs quartiers de distribution.

Dès 5 heures du matin, les rues s'animent et la foule ouvrière marche vers les lieux de travail, pressant le pas en raison de la basse température.

Les tramways, autobus et trolleybus ne commencent à apparaître que vers 8 heures. Tous sont vides, à de rares exceptions près. Le nombre des voitures étant réduit, les employés inoccupés ont été placés sur les véhicules en circulation : cinq ou six par tramway.

Les précautions de police sont plus apparentes : policiers en civil sur les marchés, policiers en uniforme aux portes.

Au début de l'après-midi, de nouvelles échauffourées éclatent à l'Université. La police a chargé. Les étudiants se sont retranchés dans les bâtiments universitaires et ont actionné les cloches de la tour pour appeler à l'aide. Ils décrochent les portraits de Franco et de José Antonio, fondateur de la Phalange, les piétinent devant le public qui se trouvait sur la place.

La Phalange a mobilisé un détachement et ses hommes ont attaqué les étudiants à coups de matraque. La police fait ensuite évacuer l'Université. Après avoir dégagé les rues avoisinantes par des charges à cheval. Des arrestations ont eu lieu (34, selon le communiqué du gouverneur).

Dans l'après-midi, quinze phalangistes escortés par la police sont venus réparer l'outrage et ont réinstallé les portraits du caudillo et du « fondateur ».

16 JANVIER. — Trams, autobus et trolleybus ne circulent qu'en nombre restreint et à vide. Le métro connaît une faible animation ; bouches et couloirs sont gardés par la police.

Dans les rues, des papillons apparaissent en langue catalane. Ils disent : « Communisme, non ! Fascisme non plus ». Dans les bureaux, les tracts sont copiés ou multipliés.

Dans les entreprises où le personnel arrive en retard, une certaine tolérance règne. Il est toujours question d'une grève générale proche.

Les portes de l'université sont restées fermées. Les cours de la Faculté de médecine sont suspendus.

21 JANVIER. — Il y a huit jours que le boycott des tramways « fonctionne ». Le nombre des arrestations est élevé, plus élevé que ne le laissent entendre les communiqués du gouverneur.

Le mouvement a gagné de nouvelles couches de population. Dans diverses entreprises, ordre a été donné de ne pas déduire du salaire les heures perdues à la suite de retards. Les traminots, à la disposition desquels la Compagnie met des voitures pour les transporter jusqu'au dépôt, refusent de les utiliser. Par contre, les dirigeants de l'entreprise chargée de réparer les tramways et les autobus, prennent ostensiblement le trolleybus alors qu'ils possèdent une automobile.

Les pressions les plus diverses sont exercées sur les salariés pour leur faire utiliser les transports en commun. Les employés des services publics qui possèdent une carte de circulation, ont été avisés

qu'elle leur serait retirée s'ils ne l'utilisaient pas. Les fonctionnaires sont invités à rendre les billets gratuits dûment estampillés. Une petite guerre s'organise, les uns cherchant à donner l'illusion d'un certain trafic, les autres à rendre inutile toute circulation. Les tramways, de plus en plus rares, n'ont plus de remorques, et les « voyageurs » sont composés de policiers en civil, de gardiens en uniformes et armés, d'employés en surnombre et de quelques demoiselles, toujours les mêmes et vite connues.

De nuit, les voitures sont escortées de policiers motocyclistes armés de mitraillettes.

Textes de tracts et papillons diffusés pendant le mouvement de boycott :

« Citoyens : La force doit en finir avec le régime criminel de Franco. Franco doit s'en aller de la Catalogne indomptable. Nous, les jeunes, saurons nous montrer dignes de son passé, de nos anciens. Nous sommes prêts. Catalans, aidez-nous ».

Signé : La Jeunesse de la Résistance Catalane.

« Trop nombreux sont les citoyens qui souffrent des fautes du gouvernement mauvais, de l'inflation, de la corruption du régime, de salaires insuffisants. Tant que dure l'emprisonnement des étudiants et de nombreux autres citoyens, la ville ne peut être joyeuse. Dimanche, vous vous abstiendrez de circuler en voiture, d'assister au spectacle, de fréquenter les établissements publics. Silence et recueillement ».

(Non signé, mais émanant probablement d'un groupe de résistance catholique).

Impressions de voyage en Extrême - Orient

En notre siècle un touriste ne saurait courir le monde sans se munir d'une camera. Il saisit alors au vol la vie quotidienne et aussi le spectacle exceptionnel. Sa moisson d'images conte ainsi du vrai de toujours ou une vérité momentanée. Les notes que je me risque à présenter sont de cette sorte. Elles ne sauraient avoir la rigueur d'un ouvrage documenté ni même celle, beaucoup moindre, d'un reportage sérieux. Ce sont quelques images toujours susceptibles d'être rectifiées par une information plus complète.

Elles ont pour objet les diverses escales de la ligne d'Extrême-Orient qui dessert Colombo, Singapour, Saigon, Hong-Kong, Manille et Yokohama.

Pour courtes que soient ces escales, elles apportent plus que des lueurs sur la vie des populations orientales. Ce sont des apparences qui crient quelques vérités quant au bien-être et au niveau d'humanité auxquels on est arrivé de ce côté-là du globe.

Si l'on excepte le Japon, toutes ces villes sont pour beaucoup des produits du colonialisme. Elles ont des traits communs : toutes ont servi de champ de propagande (souvent indécente par son excès), aux religions occidentales : catholicisme au Vietnam et à Manille ; protestantisme Salvation Army à Colombo, Singapour et Hong-Kong. Toutes également sont la proie du mercantilisme. Elles sont pourtant bien différentes même pour ceux qui ne font que les traverser.

Venant d'Europe, le premier contact asiatique est à Colombo dans l'île de Ceylan.

Si la nature y est follement exubérante, la vie humaine y est restée assez primitive. Il circule des autos et des autocars sur les routes, mais on y rencontre plus souvent la charrette bâchée de feuilles sèches de palmier et avançant au pas lent de deux bœufs. Si quelques artisans, des mécaniciens surtout, paraissent vivre assez bien, on aperçoit trop souvent dans les rizières des paysans presque nus, pliés en deux à repiquer les brins de riz dans le sol boueux ou y conduisant une charrue primitive tirée par un bœuf. Ajouterai-je que le plus souvent le travailleur est d'une maigreur qui en dit long sur l'extrême limitation de sa ration alimentaire.

La ville de Colombo elle-même offre en son centre les caractéristiques de la grande cité internationale, avec son port, son commerce important et le soir la vie animée de ses quartiers éclairés à l'électricité, au néon. Mais si l'on parcourt les faubourgs, le spectacle change : les pauvres maisons de bois, assez minables, éclairées qu'elles sont par un quinquet suspendu aux poutres de l'auvent disent que le bien-être de l'homme à Ceylan est loin d'être égal à la richesse de la nature.

Cette même vie primitive et fruste, je l'ai retrouvée à travers les rizières et les palmeraies de Manille. Là, des maisons de bois élevées sur des piquets comme des maisons lacustres sur leurs pilotis affirment que le confort compte peu.

Singapour, Hong-Kong et son faubourg Kowloon sont différents. Ce sont des centres d'industrie, de commerce, d'agiotage. Les travailleurs y mènent une vie moins végétative que celle des campagnes. Ont-ils moins de peine ? On n'oserait le prétendre, pourtant il semble bien qu'ils représentent en face des paysans cinghalais ou philippins quelque progrès dans la lutte contre la misère et la faim.

Le bateau faisait aussi escale à Saïgon. Je dois avec le même souci de désintéressement qu'ailleurs dire que j'ai fait effort pour juger ce que je voyais et sans me laisser entraîner par une sorte de bienveillance partiale.

Ceci noté, reconnaissons qu'au point de vue du bien-être, les Vietnamiens tiennent un rang assez favorisé parmi les populations asiatiques de Ceylan, de Singapour, de Hong-Kong, de Manille.

Ce n'est pas que la visite de Saigon soit satisfaisante de tout point pour un Français. Il est certain que lorsqu'on parcourt le quartier « résidentiel » avec ses belles avenues aux arbres magnifiques, ses palais ou villas, voire ses foyers du soldat et du marin au milieu de parcs splendides, les épithètes peu aimables viennent volontiers à l'esprit : on pense, satrapes... janissaires... etc., surtout si on se remémore telles sortes de guinguettes aux tables et bancs faits de planches grossières où le travailleur annamite déguste son bol de riz entre deux besognes.

Mais le luxe que s'octroyaient les hauts fonctionnaires civils ou militaires n'a pas empêché une hausse certaine du niveau de vie des autochtones. De toute évidence, le vêtement et le logement laissent à désirer. Un coolie est sommairement vêtu : chemise, culotte courte, sandales et sur la tête le chapeau conique que tout le monde connaît. Le climat n'exige pas plus et dans cet accoutrement les corps sont musclés, vigoureux, les mouvements prestes.

Une abondance extrême de moyens de transport témoigne en faveur du niveau de vie de la population. L'antique carriole traînée par un petit cheval fringant emporte encore souvent quatre voyageurs malgré la mise en service de nombreuses lignes d'autocars. En outre et par là Saigon surclasse nettement les autres villes, le nombre des vélos, vélos-moteurs, tri-porteurs, scooters, vespas est considérable. Ces moyens de transport sont utilisés par des Vietnamiens et aussi — vision inexistante ailleurs — par des Vietnamiennes. Cette multiplication des véhicules individuels est en fait une

preuve d'aisance : un travailleur ne songe à un vélo que lorsqu'il a déjà mangé à sa faim.

L'activité commerciale est également importante : bijouteries avec des rangées de montres, magasins largement fournis d'objets ménagers, maisons de cycles, d'autos, magasins de tissus animent toutes les artères de Saigon et de sa voisine Cholon. Non, la colonisation française ne laisse pas le Vietnam stagnant et « *l'American Relief* » qui exhibe ses camionnettes d'un rouge agressif et ostentatoire ne trouve pas un pays dénué et misérable. Ce qu'il faut souhaiter pour les populations indigènes c'est que la colonisation-dollar ne soit pas pour elles le carcan qu'elle est pour les Philippines et le Japon où il est impossible de se procurer la monnaie du pays autrement que par l'intermédiaire de l'U.S. Dollar. Petit bénéfice de change bien multiplié. Cela doit s'appeler à Washington ou à New-York. « Aide aux pays sous-développés ».

Délaissant la question « bien-être et niveau de vie », nous examinerons au point de vue du respect de la dignité humaine quelques aspects de la vie d'Extrême-Orient.

On y constate, surtout à Ceylan, une mendicité navrante. Les enfants cinghalais ne laissent pas un touriste s'arrêter sans venir tendre une main en désignant de l'autre l'intérieur du sac ou de la poche. Dans les hôtels, le personnel est surabondant mais le plus mince service donne lieu à un pourboire réclamé avec insistance. Pauvres gens !

Le peu de développement industriel exige que l'être humain accomplisse encore des besognes de bête. Il n'est pas rare de voir des paysans cinghalais cheminant sur une route en portant un lourd fardeau sur le dos ou sur la tête. A Hong-Kong on voit encore nombre de « pousse-pousse » qui, dans les brancards de leur véhicule, traînent *à la course* un promeneur confortablement assis à l'arrière. A Saigon, au Japon, ce genre de travail est accompli sur un vélo spécialement aménagé avec un siège. Je n'ai aucune admiration, cela va sans dire, pour le vélo ou le tri-porteur. Je le trouve pourtant moins méprisant pour l'individu que la besogne de pure bête de trait du pousse-pousse.

C'est dans la conduite envers les femmes que la dignité humaine est le plus blessée en Orient.

Je revois par la pensée telle famille indienne ou cinghalaise : sept enfants dont les tailles régulièrement décroissantes jusqu'au poupon dernier-né indiquaient les maternités continues et sans répit ; la mère ? démarche lourde, languissante, corps déformé, déhanché par le port incessant d'un enfant, grands yeux mornes, sans expression, tout en elle la faisait paraître des années et des années plus vieillie que son mari. De tels exemples ne sont pas rares.

Les philosophes, les fondateurs de religions asiatiques ont fait de la femme une créature inférieure vouée au bon plaisir de l'homme. En la confinant dans l'unique rôle de femelle reproductrice, ils ont causé une grande partie des maux qui accablent l'Asie. D'abord le surpeuplement avec les famines constantes, la misère sordide, la nécessité de migrations massives. L'Europe en fut souvent victime. Il y a encore un autre aspect du problème à envisager.

Au cours de ma carrière enseignante j'ai maintes fois et maintes fois noté que l'état intellectuel des enfants correspondait, à de rares exceptions près, à l'intelligence ou à la sottise de la mère. En asservissant les femmes jusqu'à les avilir, en atrophiant systématiquement leur intelligence, les Orientaux — et ceux qui les ont imités — en sont arrivés à abaisser le niveau mental général des peuples, lesquels constituent aujourd'hui la masse des nations sous-développées et arriérées, véritable boulet pour toute l'humanité.

Le remède viendra avec l'entrée nécessaire des femmes dans la vie collective et dans la marche à l'industrialisation en ce moment à l'ordre du jour en Chine, dans l'Inde et ailleurs. Ces pays connaîtront une expansion industrielle analogue à celle de l'Europe au début du XIX[e] siècle et il en résultera un progrès social, un accroissement de la dignité humaine. On en voit déjà les premiers effets. Les ouvrières chinoises qui sortaient d'une usine textile de Kowloon avaient une démarche décidée, un air animé contrastant avec l'effacement habituel des femmes et témoignant d'une individualité déjà consciente.

On devra se décider aussi, même dans cet Orient si longtemps engourdi, à instruire les femmes.

Les Français ont amorcé la réforme au Vietnam.

En 1922-23 j'avais tenté une enquête sur la condition féminine dans les colonies françaises. Pour le Vietnam je m'étais adressée à un étudiant indochinois qui se faisait appeler à l'époque Nguyen-Aï-Quac. Celui-ci m'avait dit, l'air un peu confus, que la femme indochinoise était absolument illettrée. Cette année j'interrogeai une jeune Vietnamienne sur l'ignorance de ses compatriotes. Elle me répondit textuellement : « Autrefois, oui, elles étaient ignorantes, mais maintenant c'est bien changé. » L'Ecole normale de jeunes filles de Hué doit y être pour quelque chose ! En fait, j'ai pu voir dans les magasins des dactylos, des vendeuses. J'ai même remarqué au coin de deux belles avenues une pharmacie dirigée par une pharmacienne vietnamienne.

Au Japon également la femme pénètre dans la vie publique : ouvrières, vendeuses, employées ne diffèrent pas de leurs collègues européennes. L'émancipation par le travail salarié, en Asie comme en Europe, permettra aux femmes d'échapper à la prostitution, plaie majeure de l'Asie, ou à une géhenne familiale.

D'une manière générale, en dépit des différences encore marquées entre les divers types d'humanité, j'ai la conviction renforcée que les hommes sont plus semblables entre eux que certains ne le pensent ou voudraient le faire croire. Une conversation avec un Japonais, un Vietnamien, un Malais est presque toujours d'un niveau égal à celle qu'on aurait avec un Européen sur le même sujet et j'ai toujours trouvé en Orient la bienveillance de règle. De plus en plus je crois que l'ennemi numéro 1 des peuples, c'est l'homme d'Etat, le despote, qui, pour garder son pouvoir, élève des barrières factices entre les hommes et leur interdit par cela de se connaître et de s'apprécier.

Marthe BIGOT.

RAPPEL

On ne peut pas dire que les Français manquent de ténacité lorsqu'il s'agit de défendre leurs conquêtes coloniales, mais le résultat n'en a pas moins toujours été le même : l'évacuation.

La guerre d'*Haïti* dura 12 ans (août 1791-novembre 1803), et se termina par le rembarquement des troupes françaises.

La guerre du *Mexique* dura 5 ans (décembre 1861-mars 1867), et se termina par le rembarquement des troupes françaises.

La guerre d'*Indochine* dura 7 ans (décembre 1946-juillet 1954), et se termina par le rembarquement des troupes françaises.

La guerre d'*Afrique du Nord*, qui a commencé en janvier 52, en Tunisie, entre, elle, dans sa cinquième année.

L'EGYPTE, NASSER ET LE MOUVEMENT OUVRIER

Les polémiques auxquelles se livrent nombre de militants à propos de l'Egypte, du caractère dictatorial ou progressif du régime Nasser, de la valeur morale ou du bien-fondé juridique des mesures de nationalisation de la Compagnie de Suez et du statut international de la navigation sur le canal, semblent se nourrir de passion plutôt que de raisonnement. C'est un phénomène banal, auquel nul d'entre nous n'échappe, que de nous exciter davantage sur un problème lointain et mal connu et sur lequel nous n'avons que peu de prise, plutôt que sur des questions à portée de main et dont les éléments sont visibles. Sous les arguments, ramassés au hasard des lectures de presse, pointent de vieilles rancœurs ou des sympathies de toujours. Derrière des thèses qui s'efforcent d'être logiques, le blanc et le noir du bien et du mal surgissent. La critique d'un gouvernement doit nécessairement être balancée par l'exaltation d'un autre. Si Israël a tort, c'est que l'Egypte a pleinement raison. Si Pineau mérite la Haute Cour, Nasser devient l'ange Gabriel. Si les pionniers des kibboutzim sont socialistes, les peuples arabes se transforment en populations arriérées, incapables de s'administrer, etc...

Les problèmes concrets disparaissent rapidement sous les flots de propagande et tout espoir d'une participation ouvrière à la solution des problèmes s'efface dès lors que les invectives guerrières s'échangent, du haut des tribunes internationales, sur les caisses à savon des petites organisations, ou dans les journaux dits d'information. Pas plus que pour la compréhension des autres questions internationales, le mouvement ouvrier syndical ne fournit de renseignements dignes de foi. Quant à la presse ouvrière française, on y chercherait en vain une nouvelle éclairante.

C'est pourquoi l'effet d'un article rédigé par un militant qui connaît bien ce dont il parle est toujours considérable; ainsi, le texte de J. Péra, paru dans la « Révolution Prolétarienne » concernant la navigation, et ses besoins en techniciens, sur le canal de Suez nous a-t-il davantage renseigné que les mille enquêtes, communiqués ou correspondances publiés dans tous les quotidiens, hebdomadaires ou revues de France. Mais nous n'avons, ni en Egypte ni dans l'ensemble du Moyen-Orient, de correspondant ouvrier à même de nous informer objectivement des situations sociales. Et si les Internationales syndicales en possèdent, nous ne voyons nulle trace de leur existence ou de leur travail.

Ni connaissance excate des réalités égyptiennes, ni liaison avec un mouvement ouvrier égyptien, ni possibilité d'intervention au niveau des problèmes réels, voilà les coordonnées de notre ignorance et de notre impuissance. Elles ne peuvent que nous conseiller la modestie et nous rappeler qu'une Internationale authentique reste à construire.

UN REPERE : PERON

Quel est le phénomène qui se rapproche le plus de la « révolution » égyptienne, au triple point de vue économique, social et politique, et qui permette -- par comparaison -- de mieux saisir les mécanismes de l'expérience Nasser ? Sans aucun doute, c'est la série d'événements qu'a connus l'Argentine, de 1943 à 1955.

Egypte et Argentine sont caractérisées par un Etat fortement concentré, de caractère militaire et policier plus qu'administratif ; par une capitale hypertrophiée où tout se règle, s'organise et où se joue l'essentiel de la vie politique ; par une économie fondée sur quelques produits de base exportés, subissant les conséquences de toute flucutation des cours mondiaux ; par des partis-clientèles liés d'une part à des intérêts commerciaux bien définis et d'autre part à des influences extérieures ; par une classe de possédants isolés dans leur luxe et sans contact direct avec leurs propriétés ou leurs salariés ; par une intelligentsia de diplômés sans débouchés, mais avide de jouer un rôle politique de direction.

La grande poussée nationaliste d'après-guerre, favorisée par l'affaiblissement des impérialismes traditionnels, a porté un coup fatal aux anciens appareils politiques, incapables de répondre aux problèmes nouveaux. C'est l'armée, fréquemment appelée à jouer le rôle d'arbitre entre les groupes en place ou dans l'opposition, qui symbolise l'idée de nation et, de plus en plus souvent, contrôle les écarts de pouvoir, jusqu'au jour où elle s'empare des leviers de commande.

S'emparer du pouvoir est une chose. Le garder en est une autre. S'en servir en est une troisième. L'armée est capable de prendre le pouvoir ; elle a quelques difficultés à faire face aux travaux qui dépassent en ampleur ses tâches habituelles ; elle ne sait trop comment et dans quelle direction conduire le pays qu'elle gouverne.

C'est à ce tournant que l'on voit péronisme et nassérisme se différencier, non pas que leur nature soit distincte, mais parce que le Rio de la Plata et le Nil correspondent à des coordonnées géographiques et historiques diverses. Peron ou Nasser comprennent que la poussée populaire est utilisable et que « l'opinion » soutiendra tout geste favorable à l'émancipation nationale, au rejet des contraintes étrangères. Mais l'Argentine se trouve dans une région du monde que la stratégie néglige, où, en tout cas, les intérêts des grandes coalitions ne se heurtent pas ouvertement. Par contre, l'Egypte est située au carrefour des grandes lignes de communication, au lieu même où l'expansion de la puissance continentale qu'est l'U.R.S.S. doit passer pour se poursuivre vers le continent africain et couper les voies traditionnelles des puissances maritimes, que ces dernières soient décadentes — comme la France ou l'Angleterre — ou en plein développement — comme les Etats-Unis.

Il est une autre différence : l'héritage des institutions. Peron peut extraire, des débris des vieux partis, les éléments d'une administration politique, et, des organisations ouvrières, les matériaux pour la construction d'un Etat semi-corporatif. Nasser et ses officiers sont seuls, et c'est en plaçant à la tête des secteurs publics les plus importants des militaires déguisés en grands commis, qu'ils doivent tenter de mener la barque égyptienne. Pour eux, pas de mouvement syndical au sein duquel trouver des organisateurs sociaux, des démagogues assurant leur popularité et traduisant leurs décisions en langage de la rue.

Troisième différence enfin entre la montée des militaires au pouvoir en Argentine, et celle qui s'effectue en Egypte : la richesse relative de la République de la Plata, grâce aux devises étrangères accumulées pendant la guerre, et les difficultés financières que rencontre la Junte des officiers égyptiens. Peron peut lancer un programme de promesses et le tenir pendant quelques années ; il peut lui-même

s'illusionner sur les chances d'une industrialisation de l'Argentine (où il n'y a ni fer ni charbon) : le trésor public est bien garni. Mais Nasser ne peut bénéficier de ces facilités. En 1956, un revenu national de 900 millions de livres est amputé d'un tiers par le budget d'Etat. Sans administration, sans parti, sans base sociale, sans programme, sans argent, il va risquer un certain nombre de coups de dés, chaque pari menaçant de faire chavirer le régime.

REFORMES ET AVENTURES

Réforme agraire d'abord. Audacieuse parce qu'elle rompt avec la tradition, qu'elle frappe la clientèle-support de la Cour ainsi que les propriétaires terriens assoupis. Timide en ce sens qu'elle accorde un dédommagement convenable aux latifundistes. Il y a une explication à cette opération modérée : c'est l'espoir de voir les propriétaires fonciers placer leurs capitaux dans l'industrie et contribuer ainsi à la construction d'une industrie égyptienne, espoir qui sera déçu. Cette réforme est aussi purement administrative (ce qui n'exclut pas des développements sociaux ultérieurs) du fait que la paysannerie — fellahim réduits à une misère sans nom, menant une existence animale — ne possède ni organisation, ni mouvement, ni quelque moyen de défense ou quelque forme d'expression que ce soit. Les fellahim reçoivent du Caire, lointain et inconnu, des parcelles de terre à travailler dans des conditions moyenageuses, dans un milieu social inchangé, et dont le produit sera vendu à des prix variant au gré d'un marché incontrôlable.

Changements politiques aussi. Le Wafd, depuis cinquante ans mouvement confus d'opinion instable, mais expression d'un courant général anti-impérialiste, et affirmation constante d'une volonté d'indépendance égyptienne, souvent exploité par les cliques politiciennes, est mis au pas, puis liquidé. Les Frères Musulmans, organisation mi-religieuse mi-politique, d'esprit arriéré et d'action révolutionnaire, sont brisés et décapités. Neguib, qui aurait voulu que les officiers ne prennent le pouvoir que pour faciliter l'organisation d'une démocratie parlementaire, est écarté et placé en résidence forcée. Les intellectuels communistes, qui s'étaient imaginé pouvoir « orienter » Nasser, et le soutenaient ardemment dans l'espoir de le soutenir un jour à la façon d'une corde, sont emprisonnés. Les quelques syndicats ouvriers existant dans les villes sont dissous. Il ne reste plus que la Junte, et les officiers.

Pourtant, le phénomène est plus complexe que le schéma ne l'indique. Nasser a « travaillé » avec les Frères musulmans ; il a eu des contacts avec le Wafd ; il a été en relations avec les cercles communistes. De même, il a passé par les « chemises vertes » fascistes. Maintenant, au pouvoir, il brise ce qui aurait pu le servir, mais en le servant l'aurait rendu dépendant. Sa « libération » des rares forces politiques égyptiennes le conduit à rechercher les moyens de durer, de gagner et de conserver une popularité directe auprès des masses du Caire et d'Alexandrie. D'où la nécessité de trouver les moyens financiers permettant les grands travaux, et les succès de prestige indispensables aux régimes forts.

Les expériences de stabilisation financière et de développement économique sont tentées. Pour nourrir vingt-quatre millions d'Egyptiens, c'est-à-dire, en tenant compte de la superficie des régions habitables, 540 habitants au kilomètre carré (1), les travaux d'irrigation des terres en eau pérenne — c'est-à-dire indépendante des crues saisonnières — sont indispensables. Le grand projet du barrage d'Assouan est au point ; il ne manque que les fonds pour le réaliser. Des fonds énormes qui dépassent les capacités financières de l'Egypte. Les Etats-Unis acceptent de fournir les capitaux, mais demandent des garanties et, notamment, le droit de contrôler le budget égyptien. Nasser refuse, soit qu'il estime les conditions américaines inacceptables pour un Etat souverain, soit qu'il espère obtenir une aide identique de la part des Russes à des conditions plus avantageuses, soit enfin qu'il pense bénéficier de la rivalité entre Washington et Moscou. Et c'est l'échec. Provisoire peut-être, mais l'attente est terrible pour une dictature qui ne vit que de victoires authentiques ou figurées. Puisque les nations riches font chèrement payer leur aide, Nasser montrera qu'il possède lui aussi ses atouts. Et si l'Egypte est au cœur de la mêlée Orient-Occident, Nasser fera la démonstration qu'il contrôle les battements de ce cœur.

Audace et prudence se retrouvent encore dans son choix. Il nationalise la Compagnie du canal, mais garantit la liberté de navigation. Cette fois, c'est un succès, sinon immédiatement rentable, du moins payant à plus longue échéance. C'est le réflexe « dix-neuvième siècle » de l'Angleterre et de la France qui lui assure une première victoire. La quasi totalité des puissances maritimes acceptent le principe de la nationalisation, alors que Londres et Paris entrent en transes. L'instant est venu de faire comprendre à Nasser les limites de son pouvoir et le caractère d'interdépendance du monde contemporain : le canal ne sera rentable que si le droit de péage est payé par les usagers, et il n'y aura d'usagers que si le droit de péage n'est pas démesurément élevé, financièrement et politiquement. Cette occasion est perdue : Eden et Pineau croient pouvoir entreprendre une campagne d'Egypte qui tourne court. Les difficultés réelles de Nasser en Egypte, suffisantes pour mettre sa position en péril dans le monde arabe, dans l'armée égyptienne même, disparaissent sous la grande clameur des propagandes, et sont ramenées à d'infimes proportions eu égard aux dimensions du monde et des antagonismes internationaux. Conservateurs anglais et socialistes français croient achever le Bikbachi : ils le sauvent.

LE REGIME INTERIEUR

Dresser le bilan provisoire du régime nassérien sur le plan des affaires intérieures n'est pas facile. Les mesures imposées par le colonel ne vont pas toutes dans le même sens. Ainsi, le droit de vote accordé aux femmes semble une décision positive ; elle cadre mal cependant avec le système de parti unique et la censure totale de la presse en vigueur. La réforme agraire est à inscrire dans la bonne colonne alors que l'interdiction du droit de grève est indéfendable. Les décisions portant sur la limitation de la polygamie et de la répudiation sont dans le sens d'une plus grande liberté individuelle et d'une meilleure garantie des droits civiques, mais le caractère obligatoire de l'enseignement religieux coranique dans toutes les écoles place les minorités chrétiennes (parmi lesquelles les Coptes ne peuvent en aucune façon être qualifiés d'éléments « étrangers ») en position d'infériorité. La disparition d'une corruption qui s'étalait ouvertement est chose excellente, mais le rapide embourgeoisement des officiers — non seulement ceux des cercles révolutionnaires, mais tous les gradés, très vite ralliés à la victoire — démontre que ce pouvoir incontrôlé est lui-même corruption. Des coups ont été portés contre l'effarant système d'éducation universitaire qui transformait les étudiants en masse de manœuvre pour les clans politiques ; faut-il pour autant se féliciter du régime de mouchardage officiel qui sévit dans les grandes écoles ?

Le problème central se pose sur un plan plus général. L'énorme poussée démographique et la terrible misère des foules rurales ou citadines qui caractérisent l'Egypte, vont-elles être **l'objet** de la politique nassérienne, ou seront-elles le **moyen** de cette politique ? Autrement dit, le Bikbachi utilisera-t-il un peuple affamé pour affermir son pouvoir par des

(1) Certaines régions *agricoles* : 700 habitants au kilomètre carré.

succès extérieurs, ou tentera-t-il d'user de son pouvoir pour régler les questions sociales dans son pays? L'absence de toute liberté d'opinion, de toute organisation démocratique, de toute vie sociale volontaire, font craindre que les hommes de la Junte n'oublient les mobiles premiers de leur action, c'est-à-dire la libération du peuple égyptien, et que leurs actes soient de plus en plus dictés par le souci d'affermir et de développer leur pouvoir plutôt que par la volonté d'apporter aux habitants de la vallée du Nil une indépendance réelle, c'est-à-dire le goût et les moyens de régler leurs problèmes eux-mêmes.

NOS CRITERES

Dans nombre de pays à régime dictatorial, l'armée a fréquemment été présentée comme une force populaire, du fait que la carrière des armes offre aux hommes de modeste origine une possibilité de promotion. En Egypte, on peut de même juger que les officiers basanés, d'allure terrienne, qui circulent aujourd'hui dans les bureaux et les couloirs des palais ministériels, personnifient, dans une certaine mesure, cette montée des classes pauvres. Partant de là, on peut estimer, suivant une logique qui fut à la mode, que la Junte assume une fonction « objectivement » révolutionnaire et qu'elle marque une « étape » dans la voie du socialisme.

Disons tout de suite que nous n'en savons strictement rien, et que nous ne voulons pas échanger les impénétrables desseins du Seigneur contre les « lois de l'histoire » qui règlent la marche de l'humanité vers une société sans classes. Les seuls critères qui nous semblent acceptables pour juger de la valeur d'un régime, c'est le degré de liberté dont jouissent les citoyens et la part qu'ils prennent à déterminer leur propre sort. C'est également, en tant que militants syndicalistes, la nature et le poids des organisations ouvrières de l'industrie et de l'agriculture dans le jeu sociétaire, qui nous intéressent.

C'est en nous fondant sur ces critères, sans doute peu propices aux spéculateurs mais dont l'avantage majeur est d'éviter les équivoques, que nous pouvons, là où nous sommes, porter un jugement sur les affaires du Proche-Orient.

Que nous ayons quelque scrupule à ranger Nasser et le nassérisme parmi les artisans d'une société égalitaire et fraternelle ne signifie nullement que nous soyons enclins à justifier la politique d'aventure et de mésaventure d'Eden ou de Pineau. Il n'est pas un pays d'Occident où l'absence d'une opinion publique éclairée et combative soit aussi totale qu'en France et la responsabilité de cet état de choses incombe, pour une bonne part, aux centrales syndicales libres soucieuses de ménager un gouvernement qui se dit socialiste contre l'avis même de l'Internationale socialiste. Les syndicalistes n'ont donc pas à se mêler au chœur des pleureuses de la Compagnie du Canal nationalisée par le gouvernement égyptien, et ils doivent s'opposer à des opérations militaires déclenchées dans le pur style impérialiste. La mainmise égyptienne sur les biens, les propriétés et les capitaux étrangers en territoire égyptien ne peut, elle non plus, rencontrer d'opposition dans un mouvement ouvrier international conscient. Mais là où ce même mouvement peut et doit intervenir, c'est quand le destin du prolétariat industriel et paysan égyptien est joué par un colonel incontrôlé. Ce ne sont pas les jetons de présence des administrateurs de la Compagnie qui nous préoccupent, c'est l'impossibilité, pour les ouvriers du textile et pour la main-d'œuvre enfantine des plantations de coton, de s'organiser, de revendiquer, de se lier aux travailleurs des autres pays. Ce qui nous inquiète, ce n'est pas la nationalisation de la Compagnie du canal, mais la discrimination exercée pour le transit des navires. Ce qui nous apparaît dangereux, ce n'est pas le mode de financement du budget d'Etat égyptien, mais l'utilisation de celui-ci pour des entreprises militaires.

Il reste que pour le financement du barrage d'Assouan, pour la mise en valeur des terres arides du Sinaï, pour l'organisation économique régionale du carrefour Méditerranée Orientale-Proche-Orient-Afrique, les nationalismes sont impuissants autant que le sont les vieux impérialismes. Si bien que les premières et timides tentatives d'intervention ouvrière dans ces régions pourraient utilement porter sur l'aide au mouvement syndical et sur la recherche de solution aux problèmes réels qui sont d'ordre économique et social, plutôt que sur une participation, exaltante mais toute figurative, aux combats entre militaires, les uns rêvant à Bonaparte, les autres à Saladin, et qui seront réveillés par les coups de botte d'un Tamerlan.

Louis MERCIER.

Radio et culture populaire

La R.T.F., à de rares initiatives près, ne semble guère s'intéresser au problème de l'éducation populaire. Comme les « épiciers » du cinéma, la R.T.F. se met au rang de la clientèle pour qui la vulgarité est le piment du quotidien. Voyez « Poste Parisien » en particulier. Bien sûr, il en faut pour tous les goûts comme dirait Jean Nohain...

Les syndicalistes, qui ne se réfugient pas dans le scepticisme... pour ne plus penser et ne plus revendiquer, estiment que la radio peut être l'élément le plus influent — avec le cinéma — pour aider les salariés adultes à sortir de leur médiocrité. Car entre nous, il serait très certainement urgent que les syndicalistes se penchent sur ce problème dont l'urgence n'est pas à démontrer. Un proche avenir peut étendre considérablement les loisirs de la classe ouvrière. A quoi les emploiera-t-on ces loisirs ? A peupler les bistrots ? Ces bistrots qui pullulent et que personne n'ose plus dénoncer tant ils sont devenus un élément de la vie politique et policière du pays. Et si les organisations ouvrières se lamentent sur le manque de cadres, il serait peut-être bon de rechercher les moyens d'en former. Et le meilleur moyen n'est-il pas de développer cette culture populaire, dont on parle souvent sans jamais trouver les moyens de la développer

Prenons ce qui se fait à la R.T.F. actuellement. L'heure de culture française passe à 8 heures le matin. Quels sont les travailleurs qui peuvent l'écouter ? Il faut donc que tout programme dans cet ordre d'idée soit retransmis à une heure permettant l'écoute au plus grand nombre.

Si le ministère de l'Education nationale méritait son nom, il y aurait longtemps que des émissions auraient été organisées. Il nous faut un poste spécialisé dans ce but, fonctionnant le matin de 6 h. 30 à 8 h. et le soir de 19 h. 30 à 22 h. Un des postes sur ondes courtes permettrait de couvrir, non seulement la France, mais bien au delà. Et à part quelques cours comme ceux de langues vivantes, la majorité des programmes devrait être composée de conférences de vulgarisation, dans tous les domaines, pour amener les auditeurs à ce culte du Beau, du Bien et du Vrai, que le Français tend de plus en plus à négliger. Un peu de publicité, le prolongement organisé des émissions par les unions locales, il serait alors possible de gagner petit à petit sur la médiocrité qui s'empare de nous tous.

Si cette proposition avait quelque écho, nous pourrions parler programmes, possibilité d'accrocher l'auditeur, etc. Mais qui en France, a vraiment le souci de l'éducation populaire ? Trop de gens en vue, dans tous les milieux ont tellement intérêt à ce que le peuple continue à s'imprégner de vulgarité...

A. F.

Lettre d'Algérie

Les ultras européens sont les seuls maîtres en Algérie, et Lacoste qui se trouve dans un isolement presque total n'est qu'une marionnette entre les mains de ces ultras.

Dans le courant de janvier les diverses organisations « ultra » ont coordonné leur activité en donnant leur adhésion, d'une part, au « Rassemblement pour la Défense Commune de l'Algérie » (R.D.C.A.) et, d'autre part, à l' « Union pour le Salut et le Renouveau de l'Algérie Française » (U.S.R.A.F.). Cette dernière organisation fut créée avec la protection de Soustelle quand il était Gouverneur général, et Soustelle est resté membre de son comité directeur. D'après les dires des dirigeants des ultras, ils « se servent » de Soustelle.

Un rôle décisif est également joué par le « Mouvement Universitaire pour le Maintien de la Souveraineté Française en Algérie », dont le secrétaire général est le professeur Roger Muller, qui est d'origine alsacienne. Le Mouvement Universitaire est en correspondance presque quotidienne avec Soustelle ; il lui fait des propositions et en reçoit des « conseils » qui sont transmis à M. Lacoste « docile » par une délégation des Universitaires. Il n'est pas exagéré de dire que Soustelle est aujourd'hui « plus puissant » en Algérie que le ministre résidant.

C'est sous la pression des ultras que le général para Massu fut nommé « provisoirement » chef suprême de toutes les « forces de l'ordre » du grand Alger (mi-janvier). Le but des ultras : la préparation d'une dictature militaire pure et simple. « Pour l'instant il nous faut encore tolérer Lacoste ! »

Avec Massu les ultras voulaient gagner « la bataille de l'O.N.U. », la « troisième bataille de l'Algérie ». (Première bataille : les 300.000 soldats de plus ; deuxième bataille : arrestation de Ben Bella et des autres dirigeants F.L.N.). Gagner la bataille de l'O.N.U. signifie qu'il faut prouver par l'échec de la grève générale que seulement une minorité des musulmans algériens suit les ordres des chefs F.L.N. C'est pourquoi le général-para Massu devait, avec tous les moyens militaires et policiers dont il disposait, étouffer dans l'œuf la grève générale.

Immédiatement après sa nomination, ce furent, nuit après nuit, jour après jour, des râfles dans les quartiers musulmans, dans la casbah, etc. Tous les jeunes de 16 à 30 et 35 ans qui ne pouvaient pas justifier d'un travail régulier étaient ramassés et transférés en camions militaires dans les « centres d'hébergement ». Furent ramassés et éloignés d'Alger un millier d'hommes.

Puis ce fut la menace de faire ouvrir par la force militaire tous les magasins et boutiques fermés. Le général Massu déclarait que la responsabilité des pillages qui pourraient s'en suivre tomberait exclusivement sur les commerçants grévistes. Si, peut-être, cette déclaration du général Massu n'était pas subjectivement donnée comme une invitation au pillage, objectivement c'en était une et elle devait être interprétée dans ce sens, non seulement par les commerçants musulmans mais aussi par les autres couches de la population, soit musulmanes, soit européennes.

Le lundi matin 28 janvier, tous les magasins fermés furent ouverts de force par les militaires qui cassèrent les rideaux de fer avec l'aide de jeeps et de camions militaires. Des magasins avaient trois ou quatre rideaux ; tous les trois ou quatre furent déchirés. A El Biar (banlieue d'Alger), j'ai vu un lieutenant-colonel qui dirigeait cette œuvre barbare donner l'ordre de casser toutes les vitres. Les marchandises furent jetées à la rue ou distribuées aux passants : des cigarettes, des « souvenirs », des souliers, du linge. Si l'on compte seulement les rideaux et les vitres cassées, les dégâts à Alger seul atteignent plusieurs millions. Ce furent des scènes comme pendant la fameuse **Kristallnacht** (nuit cristalline) nazie en Allemagne, en 1938, lorsque les SS cassèrent les vitres (*Kristall*) de tous les magasins juifs. Pendant la journée, des soldats distribuèrent aux enfants musulmans des bonbons, sans doute pour compenser les millions de francs que l'action des « forces de l'ordre » a coûté aux parents de ces gosses ; il n'est même pas certain que les bonbons distribués n'étaient pas une « prise de guerre », c'est-à-dire en provenance des magasins musulmans.

Les autorités françaises ont vers la fin arrêté une trentaine de pilleurs. Lesquels ? Etaient-ce des musulmans ou des Européens ?

En outre, dès 7 heures du matin, des rafles eurent lieu dans la Casbah et les autres quartiers musulmans. Tous les hommes entre 16 et 60 ans devaient quitter leurs maisons. Une partie d'entre eux, notamment les dockers et les ouvriers des usines, furent ramassés et transférés en camions militaires au lieu de leur travail. Dans le port d'Alger, quelques centaines de dockers furent mis derrière les barbelés, entourés de soldats armés de mitraillettes. Sans manger et sans boire. Ainsi les journaux pouvaient écrire : 80 % des dockers sont sur place ! De même, dans certaines usines.

Peut-être qu'avant ce 28 janvier, il y avait encore parmi ces dockers, ouvriers, commerçants, des amis de la France. Depuis, il n'y en a certainement plus un seul. Mais les ultras triomphent : notre glorieuse armée, parmi laquelle les paras allemands de la légion étrangère, a gagné la « bataille de l'O.N.U. » !

De Gaulle disait en 1940 : La France a perdu une bataille, mais pas la guerre. En Afrique du Nord, la France a gagné quelques batailles, mais perdu plus qu'une guerre : elle a perdu l'honneur.

La grève d'Alger vu par un journaliste américain

Le régime d'information strictement dirigée auquel est soumise la presse française oblige à s'en référer aux journaux étrangers pour avoir des renseignements à peu près objectifs sur les événements C'est pourquoi nous publions ci-dessous l'article envoyé à son journal par le correspondant du New York Herald *à Alger, le 4 février, c'est-à-dire au huitième et dernier jour de grève :*

Les nationalistes algériens ont intensifié aujourd'hui le mouvement de grève générale qui commença il y a huit jours, avant le débat devant l'assemblée de l'O.N.U. et *la grande majorité des Musulmans n'allèrent pas aujourd'hui à leur travail ou bien fermèrent leurs boutiques* (1).

La grève avait décliné à la fin de la semaine dernière à la suite de l'action énergique entreprise par le général Jacques Massu, commandant des forces militaires et de police de la région d'Alger, qui avait forcé l'ouverture des boutiques et transporté par force les ouvriers sur les lieux de leur travail.

La grève rebondit de nouveau, comme le ministre des Affaires étrangrères français Christian Pineau montait hier à la tribune pour présenter le cas de la France et dénier à l'O.N.U. toute compétence pour intervenir en la matière.

Ce matin, Alger était *pratiquement déserté par la population musulmane* (1), cependant que des soldats patrouillaient dans toutes les rues et qu'*ils allaient de porte en porte pour saisir les ouvriers algériens* (1) et les conduire en camions sur leurs lieux de travail.

Des soldats placèrent aussi sur les portes des boutiques fermées des affiches portant « Fermé jusqu'à nouvel ordre » — ce qui indique que les Français ont l'intention de sanctionner les commerçants qui ont obéi à l'ordre de grève.

Les transports publics urbains furent partiellement interrompus par suite de l'absence de beaucoup de conducteurs musulmans.

Dans les autres parties de l'Algérie la grève fut inégalement suivie.

Les autorités françaises ont proclamé que la grève fut un ratage. Durant les premiers jours de celle-ci, 75 pour cent environ des Musulmans ne se rendirent pas à leur travail, mais les sanctions firent que la grève ne fut que peu effective durant les derniers jours.

La grève manqua de paralyser toute activité en Algérie et en particulier à Alger où la vie continua presque normalement, quoique dans une atmosphère très tendue.

1() C'est nous qui soulignons. (N.D.L.R.)

UNE JUSTIFICATION DOCTRINALE ET MAGISRTALE DE LA POLITIQUE LACOSTE

Certains de nos amis nous reprochent notre brutale intransigeance, lorsqu'il est question de l'émancipation des peuples de l'Afrique et de l'Asie. On voudrait les comprendre. On les sait de bonne foi. On veut entendre les défenseurs qualifiés du gouvernement socialiste et de la politique Mollet-Lacoste. Hélas ! On les entend trop bien. Que des ministres gouvernent contre les idées qu'ils soutenaient dans l'opposition... ce n'est pas nouveau, ni même scandaleux. Qu'un grand parti, qui porte un grand héritage et qui malgré tout représentait pour nous sinon un grand espoir, tout au moins une sécurité présente, soit plus que satisfait, glorieux d'un tel revirement — à l'exception d'une minorité dont la valeur ne compense pas la faiblesse numérique — voilà qui provoque plus d'étonnement que d'indignation.

Il y a les promesses et les engagements d'hier. Il y a aussi le blâme formel de toute l'Internationale socialiste. On pourrait justifier la temporisation et l'opportunisme par des arguments de fait. Si l'on veut se placer sur le terain doctrinal, il faudrait s'assurer d'abord de la solidité des matériaux.

Comment, un esprit aussi sérieux que Lucien Laurat — dont l'autorité en science économique n'est guère contestée — a-t-il pu se dresser avec sa rigueur habituelle, sur un sol aussi mouvant ?

« L'Ouvrier Libre » de janvier-février 1957 publie sous le titre : « Le socialisme devant le problème colonial », une justification éclatante par Lucien Laurat de la politique Lacoste. Et en quels termes !

Lacoste ne mène pas une politique colonialiste. Il lutte contre une faible minorité de **bandits de droit commun** qui rendent impossible toute réforme économique et sociale, ou toute réforme administrative, ou toute consultation démocratique... qui plongent le pays dans le chaos, font régner le désordre et la terreur, incendient les récoltes.

En somme, le problème algérien sera résolu lorsque l'on aura exterminé **ce gang de malfaiteurs**.

Placé à cette hauteur le débat ne manque pas... de relief !

Le style de Laurat reste malheureusement un peu terne. Que sa phrase s'élargisse aux périodes de la grande rhétorique classique, et il nous rappellera Marcel Déat flétrissant les maquis — que son vocabulaire s'enrichisse de quelques termes pittoresques : « vipères lubriques » ou « crapauds visqueux » et son réquisitioire pourra figurer dans les anthologies à la suite des anathèmes des « Vichinsky » et sous-Vichinsky contre les assassins et saboteurs trotskystes.

***

Nous aussi, nous condamnons le terrorisme. Non parce qu'il sacrifie des innocents... ce qui ne le distingue pas de toute guerre civile ou étrangère et de toute répression collective. Mais parce que son efficacité est douteuse, parce qu'il soumet le débat essentiel aux polémiques sur les accidents douloureux ou atroces — surtout, parce qu'il favorise toutes les provocations. Laurat connaît mieux que nous l'histoire des attentats organisés par l'Okrana tzariste pour justifier le terrorisme légal. Peut-être se souvient-il aussi de l'assassinat du président Paul Doumer par Gorguloff ; et de la péremptoire affirmation de Tardieu — alors président du Conseil — proclamant, le cadavre étant encore chaud, qu'il s'agissait d'un crime communiste. Plus habilement Lacoste entretient l'équivoque autour de l'attentat dont fut victime dernièrement un officier français.

Le verdict de Laurat conclut parfaitement une information aussi bien orientée. On connaît cela aussi par... « la boîte à Pandore » des dossiers ramassés avec les chefs nationalistes dans l'avion marocain kidnappé.

Aux nouvelles sur manchettes fracassantes ont succédé les démentis perdus dans la pénombre des « bas de colonnes » ou sur le marbre. A cette campagne de pur style stalinien ayant pour objet de déshonorer les chefs nationalistes — dont on pouvait en toute loyauté discuter objectivement la politique — Laurat apporte la caution de sa logique magistrale.

Dangereuse justification de Lacoste. Car enfin la politique de celui-ci n'était pas formulée dans la déclaration ministérielle dont la conclusion fut la nomination de Catroux.

Ce n'est pas l'action « des bandits algériens », c'est le 6 février 1956, le coup de force des « honnêtes colons », qui a imposé la politique Lacoste.

Laurat qui rejette toute discrimination raciale, toute consécration de la supériorité des Européens, aurait pu nous expliquer quels sont les moyens légaux laissés aux indigènes pour manifester leurs opinions. La censure pour la presse, la suppression du droit de réunion, le truquage des élections... et l'interdiction de la grève qui dans ces derniers jours a abouti au travail obligatoire tel que l'impose le code soviétique... tout cela ne peut-il expliquer l'insurrection ?

On n'objectera pas à Laurat que tous les élus indigènes — cependant bénéficiaires des faveurs administratives — ont condamné la politique gouvernementale. La réponse est toute prête. C'est la peur des bandits nationalistes qui détermine cette paradoxale prise de position. De même que la peur des survivants fascistes a obligé tout le peuple hongrois à se lever contre les soudards de Moscou...

Reconnaissons que le reste de l'argumentation de Laurat ne manque pas de valeur. Mais son accusation préalable la scie à la base. Ecraser la révolte sous l'accusation de banditisme... c'est frapper de nullité toutes les réformes proposées et rendre vaines toutes les concessions.

Nous ne reprochons pas à Laurat sa critique de la « balkanisation » de l'Europe centrale, sa thèse sur le capitalisme — même importée — supérieur au féodalisme archaïque, son observation sur le caractère réactionnaire qu'ont pris ou prendront tous les nationalismes, en notre temps d'espaces économiques intercontinentaux.

Mais il ne suffit pas de décider dans l'abstrait que l'indépendance nationale des anciennes colonies impérialistes marque une régression, une victoire du féodalisme pré-capitaliste et du fanatisme religieux. Il est possible aujourd'hui de délibérer sur des exemples concrets.

Il y a par exemple : **l'Inde, les Indes néerlandaises, la Syrie, le Maroc** et **la Tunisie**. Ce n'est pas l'état présent qu'il faut examiner. **C'est le mouvement, le sens et la vitesse du mouvement.** Le progrès économique, social et culturel dans ces cinq pays si différents est peut-être à peine perceptible. Jamais cependant il n'a été aussi net et aussi rapide que depuis l'indépendance. Que Laurat prouve le contraire par des données numériques. Et qu'il nous dise aussi **si la misère et l'analphabétisme du peuple algérien résultent d'un an et demi de révolte armée ou de cent vingt ans de colonisation française, traversés par de massives et sanglantes répressions.**

Quant à la nécessité de sortir des « particularismes nationaux » et d'archaïques communautés religieuses... nous la reconnaissons sans aucune gêne. Ce qui nous autorise à qualifier de criminels le coup de for-

ce de Lacoste et la guerre de Suez qui n'avaient peut-être pas d'autres objectifs que d'empêcher la formation d'une fédération nord-africaine et de rejeter les rebelles sous le drapeau de la Ligue arabe.

Laurat a encore raison, totalement raison, définitivement raison en appuyant sur l'indispensable soutien que les nations industrielles doivent accorder aux peuples « économiquement arriérés » ; sur la solidarité nécessaire de la classe ouvrière européenne et même américaine s'exerçant en faveur des prolétariats et des sous-prolétariats d'Asie et d'Afrique.

Soutien et solidarité ne peuvent-ils en Algérie se concevoir que par l'intermédiaire des colons, politiques et administrateurs français — et des prolongements anémiques des syndicats de la métropole ?

Si oui, on peut appliquer aux puissantes conceptions de Laurat, la formule retournée des conjurés d'Hernani : ad angusta per augusta (1).

Si non, il sera d'accord avec nous pour affirmer que l'affaire algérienne n'est pas une affaire exclusivement française et pour justifier l'intervention en Algérie de la Confédération Internationale des Syndicats Libres !

Roger HAGNAUER

PROPOS RETROSPECTIFS SUR UNE CONDAMNATION DE LA REVOLUTION RUSSE DE 1917

Il n'est peut-être pas trop tard pour signaler un article de Claude Harmel publié dans « Est-Ouest » du 16 juin 1956, qui nous semble d'autant plus dangereux qu'il prolonge la nécessaire opposition au stalinisme en condamnation injustifiée de la Révolution russe d'octobre 1917. Il est sans doute particulièrement odieux que M. Khrouchtchev — quelques jours après son réquisitoire contre Staline — ont parlé de « l'enfant russe » que la France et l'Angleterre voulaient étrangler, lors du dîner solennel en l'honneur des ministres français, à l'ambassade française de Moscou. Odieux, de négliger ainsi les efforts de solidarité accomplis par les travaillistes anglais, et la classe ouvrière française, lorsqu'au lendemain de la révolution d'Octobre 1917, les gouvernements occidentaux intervenaient en Russie.

Mais Harmel — qui se veut historien — réduit cette intervention à des débarquements de troupes qui ne furent en effet jamais importants numériquement. Il oublie tout simplement le soutien accordé aux aventuriers tels Kolchak, Denikine et Wrangel qui s'écroulèrent lorsqu'ils furent abandonnés par leurs protecteurs, mais dont les entreprises purent pendant un certain temps menacer dangereusement l'existence de la République des Soviets. Il oublie le « cordon sanitaire » de Clemenceau. Il oublie le rôle de Weygand en Pologne... Il pouvait d'autant plus le mentionner, que c'est bien l'action populaire d'Occident qui imposa en 1922 la présence des Russes à la conférence de Gênes, en 1924 et en 1925 la reconnaissance de l'URSS par la Grande-Bretagne et la France. Et cela suffit pour confondre Khrouchtchev car la fin de l'intervention armée, la fin des aventures militaires, la reprise des relations économiques et politiques ont précédé l'installation de la dictature stalinienne.

LA PAIX GENERALE POSSIBLE EN 1917

Mais attention ! Harmel pour répondre à Khrouchtchev ne se place pas sur le même terrain que nous. Ce qu'il regrette, ce n'est pas que le jeune adolescent russe soit tombé sous la tutelle stalinienne. C'est que l'enfant russe n'ait pas été étranglé par l'Entente. C'est que l'intervention franco-anglaise n'ait pas été plus importante et plus efficace.

Pourquoi ? Parce que la Russie des Soviets a signé la paix séparée de Brest-Litovsk, parce qu'elle a refusé de continuer la guerre ; parce qu'elle a rompu les traités qui liaient la Russie à l'Entente.

Il serait cruel de rappeler à Claude Harmel la rupture de l'alliance franco-anglaise en 1940, et la virulence odieuse de la propagande hitléro-déateuse contre notre allié abandonné : ce peuple anglais, seul contre le monstre.

Il serait incorrect de rappeler à ce censeur sévère qu'aucun historien sérieux n'ose écrire aujourd'hui qu'en 1917 la Russie pouvait continuer la guerre, que le peuple russe acceptait de continuer la guerre.

Mais il est faux que la Russie révolutionnaire ait trahi ses engagements. Lenine et Trotsky étaient au contraire forts de la répudiation solennelle par tous les socialistes russes avant 1914, aussi bien des traités secrets que des dettes du czar. Et Jaurès, dans son dernier discours (30 juillet 1914) donnait à cette profession de foi un relief saisissant, lorsqu'il opposait au traité secret qui liait la France à la Russie, le pacte public conclu avec l'humanité tout entière.

C'est bien dans cet esprit que la Russie des Soviets a publiquement proposé à tous les peuples **« la paix sans annexions, ni indemnités »**. Et Ludendorff, voulant expliquer la défaite allemande de 1918, ne manquait pas de signaler l'influence des Soviets russes sur le moral des soldats allemands ramenés de l'Est à l'Ouest, après Brest-Litovsk.

Il n'est pas dans notre propos de refuser tout débat sur octobre 1917.

« La Foi que nous avons eue ne doit pas être une chaîne. » Mais, il n'est pas de plus redoutable condamnation du monstrueux impérialisme stalinien que l'évocation du gouvernement révolutionnaire de 1917, bafouant la diplomatie secrète, s'adressant publiquement à tous les peuples, refusant la guerre par respect des engagements pris par les socialistes avant la guerre, par les zimmerwaldiens de 1915.

Il n'est pas de plus imprudente justification du stalinisme que la fidélité à l'héritage des bellicistes franco-anglais de 1917.

LA CHINE COMMUNISTE ET LE TRAFIC DE L'OPIUM

L'Association des Amis de la Chine libre publie en tract un article d'**Est-Ouest** du 1er-15 novembre 1956, qui méritait en effet un large retentissement.

On sait que cette question du commerce de l'opium, lié à la culture du pavot, a toujours rencontré l'opposition vigoureuse de tous ceux qui voulaient libérer le peuple chinois et organiser la nation chinoise. On sait moins — et il est regrettable que **Est-Ouest** ne le rappelle pas — que les Etats impérialistes européens imposèrent par la force le trafic de l'opium aux gouvernants chinois.

On sait aussi que le Kuomintang, que la République chinoise de Sun Yat Sen renforça la législation contre les fumeurs et les trafiquants d'opium, que Tchang Kai Chek resta fidèle à cette politique.

Ce que l'on ne sait pas, c'est que les maîtres actuels de la Chine populaire, après avoir favorisé la culture du pavot, pendant la guerre civile, dans les provinces qu'ils contrôlaient, ont depuis leur victoire totale inclus la vente de l'opium dans les plus substantielles de leurs ressources budgétaires.

En 1950, dans la seule province du Yenan, 500 tonnes ont été exportées. Il est proclamé que la Chine populaire est le plus grand pourvoyeur **en drogues narcotiques du monde et de toute l'histoire** (rapport à l'O.N.U.).

Ce qui est encore plus symptomatique : c'est que ce trafic n'est toléré que dans le Vietnam du Nord, c'est que paraît-il les partis communistes d'Extrême-Orient sont financés par ce moyen.

Voilà qui suffit pour juger un régime. — **R. H.**

---

(1) La formule des conjurés, c'est-à-dire *ad augusta per angusta*, ce qui veut dire : Vers des fins nobles par des voies étroites.

En Israël, déclarations de la « Troisième Force »

Lors de la conquête de la Palestine par les sionistes nous avions signalé (1) qu'un certain nombre de Juifs étaient adversaires de cette conquête coloniale et réclamaient, pour le moins, la fondation, non d'un Etat juif, mais d'un Etat arabo-juif.

Cette tendance des Juifs restés fidèles à l'internationalisme et au socialisme véritable existe toujours, même au sein de l'Etat d'Israël ; elle s'est groupée dans un mouvement qui s'intitule la « Troisième Force » ; le président en est M. Stein et le secrétaire Y. Zichroni.

Nous donnons ci-dessous deux déclarations de ce mouvement faites au cours de l'an dernier ; nous les empruntons, la première à la revue anglaise Contemporary Issues, *et la seconde au journal de l'Independant Labour Party,* the Socialist Leader. — R.L.

Sur la question des réfugiés et la condition des Arabes demeurés en Palestine.

Lettre du 20 mai 1956 au président du Conseil de Sécurité de l'O.N.U.

En vue des prochaines délibérations du Conseil de Sécurité sur le problème israélo-arabe, et étant donné que la déclaration conjointe des gouvernements soviétique et britannique du 26 avril 1956 et la déclaration conjointe des gouvernements français et soviétique du 19 mai 1956,

ne mentionnent pas le droit qu'ont les réfugiés arabes de rentrer chez eux ;

qu'elles se contentent de promettre l'aide de l'O.N.U. pour alléger les maux des réfugiés.

qu'elles ne font aucune mention des maux de la minorité arabe qui vit en Israël,

Nous appelons votre attention sur les points suivants :

1° Les Arabes de Palestine n'ont pas quitté leur pays volontairement ou parce qu'ils y ont été poussés. Des centaines de milliers d'hommes, et spécialement des paysans, n'abandonnent pas leurs demeures et leurs terres de leur propre volonté ou par suite de propagande. Ils se sont enfuis d'ici parce qu'ils craignaient pour leur vie et appréhendaient la domination sioniste. Le terrible massacre qui eut lieu dans le village arabe de Der-Yassin en 1948, ainsi que les faits semblables qui le précédèrent ou le suivirent, prouvent que leur crainte n'était point sans fondement

Il n'est donc pas douteux que les réfugiés arabes sont des réfugiés de guerre et qu'ils ont droit, en conséquence, non à la charité, mais à la restitution de leur droit au rapatriement, chose qui leur a été refusée au cours de ces huit dernières années, au mépris du droit et de la justice.

2° Ce n'est pas seulement les réfugiés, mais aussi les Plestiniens arabes qui sont demeurés en Israël, qui mènent une existence pénible.

Villages et villes arabes d'Israël sont soumis à l'autorité militaire, et leurs habitants arabes ne peuvent les quitter sans la permission du gouverneur militaire, même pour aller chercher du travail ou des secours médicaux, permission qu'il est toujours difficile d'obtenir et est souvent refusée.

La plus grande partie des terres des Arabes d'Israël a été prise par le gouvernement (en plus de toutes celles des réfugiés) et données aux « kibbuzim », constructeurs du « socialisme », et autres colons juifs.

L'Histadrut, la grande organisation syndicale d'Israël, n'accepte pas les ouvriers arabes comme membres, et si un ouvrier arabe trouve du travail autrement que par l'intermédiaire de l'Histadrut, les fonctionnaires de l'Histadrut le chassent de sa place avec l'aide de la police, sous le prétexte que c'est un « non syndiqué ».

Même en matière de citoyenneté, il y a discrimination contre les Arabes. Tandis que les Juifs sont automatiquement citoyens d'Israël et que tout immigrant juif devient citoyen israélien dès qu'il descend du bateau ou de l'avion, l'Arabe — dans sa propre patrie — doit demander à être citoyen et sa demande n'aura de suite que s'il produit certains papiers qu'il est souvent incapable de se procurer.

On justifie généralement la juridiction militaire dont nous venons de parler par des raisons de sécurité parce que les établissements arabes sont situés près des frontières. Mais ce motif est faux, car les Arabes ne reçoivent point l'autorisation de quitter leurs villages, même pour s'éloigner de la frontière ou pour aller dans des établissements juifs.

Le mal qui a été fait aux Arabes de Palestine est la première et principale cause de la haine et de la crainte que les peuples arabes ressentent à l'égard d'Israël, et aussi longtemps que ces sentiments persisteront, tout traité de paix entre Israël et les Etats arabes sera sans valeur réelle.

Ce n'est que si les torts que nous venons d'exposer sont redressés, que la crainte et la rancœur s'évanouiront, et qu'alors, mais seulement alors, une paix réelle deviendra possible entre Israël et les Arabes, au bénéfice des deux parties.

...Pour ces raisons nous estimons que les conditions nécessaires pour une paix stable entre Israël et ses voisins sont les suivantes :

a) rapatriement des réfugiés arabes et paiement d'une compensation adéquate à ceux qui ne voudraient pas revenir ;

b) abolition de l'administration militaire et de toutes autres discriminations contre les Arabes vivant en Israël ;

c) retour de toutes les propriétés arabes entre les mains de leurs propriétaires.

Pour le mouvement de la « Troisième Force » en Israël.

M. Stein, président.
Y. Zichroni, secrétaire.

Sur la nationalisation du canal de Suez

Résolution du Comité central de la « Troisième Force » :

1° Nous exprimons notre complète solidarité avec la mesure de nationalisation de la Compagnie du Canal de Suez prise par le gouvernement égyptien. Le canal de Suez fait partie du territoire égyptien et la Compagnie en question est légalement une société égyptienne ; la légalité et le bien-fondé de cette mesure est donc indiscutable. On doit tout spécialement s'en féliciter du fait que les profits faits autrefois par la Compagnie serviront désormais, d'après ce qu'a déclaré le gouvernement égyptien, au financement de la construction du barrage d'Assouan qui est d'une importance vitale pour la population égyptienne et qui ne peut être faite qu'avec les seuls ressources de l'Egypte étant donné le refus apporté à son financement à la fois par l'Ouest et par l'Est.

2° Nous protestons vigoureusement contre les mesures militaires et économiques prises par la France et la Grande-Bretagne à l'occasion de cette nationalisation, dans le but de renverser le présent gouvernement et de forcer les pays du Proche-Orient ainsi que les autres nations d'Asie et d'Afrique, spécialement l'héroïque peuple algérien, à se soumettre au joug de l'oppression et de l'exploitation coloniales. Cette action militaire et économique démontre clairement le mépris que professent les « grandes démocraties » pour l'Organisation des Nations Unies et le manque de sincérité de leurs solennelles déclarations sur le caractère sacré de la souveraineté nationale et sur leur amour de la paix...

3° A cette occasion, nous exprimons notre regret de ce qu'il ne soit pas permis aux navires israéliens de passer dans le canal de Suez à cause des relations hostiles qui existent actuellement entre Israël et l'Egypte, et nous espérons sincèrement qu'avant longtemps l'Etat d'Israël réparera les injustices qu'il a commis à l'égard des Arabes de Palestine et rejoindra de tout cœur ses Etats frères, les Etats arabes qui l'accueilleront et le respecteront, dans leur dure lutte pour un Orient libre et indépendant.

R. P. de juin et août 1948.

Parmi nos LETTRES

L'OPINION DU SECRETAIRE DE LA FEDERATION GRAPHIQUE INTERNATIONALE

Notre camarade Ch. Voerler, secrétaire de la Fédération Graphique Internationale, à Berne, nous adresse la lettre suivante, dont l'intérêt n'échappera pas à nos lecteurs.

Il appartiendra à nos amis du Livre de répondre quant à la question de la Fédération graphique internationale.

Si notre camarade relate avec soin notre commentaire de la Charte d'Amiens, il comprendra que nous ne songeons pas à appliquer mécaniquement les formules de 1906.

Si nous restons fidèles à l'esprit de la Charte d'Amiens, c'st surtout parce que nous subordonnons le socialisme à la liberté du mouvement ouvrier, au développement d'organisations ouvrières totalement indépendantes, à la création d'institutions spécifiquement ouvrières.

C'est à la lumière de ces idées très simples que nous étudions les expériences dites socialistes, qu'elles s'accomplissent sous le corset de fer de la dictature ou sous l'illusoire sécurité du paternalisme démocratique. — R. H.

Je lis votre revue toujours avec un grand intérêt malgré le fait que la R.P. *ne s'est pas montrée satisfaite de la ligne de conduite du Secrétariat professionnel des ouvriers des Arts graphiques. Dans vos rangs se trouvent des syndiqués appartenant à la fédération du Livre C.G.T. et probablement quelques membres de la fédération du Livre F.O. Ceux qui écrivent dans votre revue sont des membres de la F.F.T.L. et de ce fait restent sous l'impression du dénigrement systématique de la F.G.I. par les leaders de la première des deux organisations. D'autre part, il me semble que les mêmes correspondants ne se sont pas indignés de l'affiliction de F.O. à la F.G.I. qui s'est réalisée grâce au refus de la F.F.T.L. de répondre favorablement à notre invitation à notre congrès en* 1955. *Il est tellement naturel qu'on accepte ceux qui reconnaissent spontanément les principes d'une organisation qui s'est défendue dès le premier moment contre toute tentative d'infiltration du syndicalisme soumis aux nécessités et aux dogmes de la dictature communiste ou de toute autre dictature.*

En étudiant soigneusement les articles de votre revue je me demande quelquefois si votre équipe de collaborateurs reconnait les expériences néfastes et négatives de toute dictature et s'ils renoncent vraiment pour leur compte à vouloir appliquer ce moyen politique, si l'occasion se présenterait à eux. Est-ce qu'il est permis de supposer que le terme Révolution prolétarienne *se comprend comme protestation énergique contre toute injustice politique, économique, sociale, protestation qui se traduit dans la lutte syndicale pour l'amélioration des conditions d'existence moyennant les contrats collectifs, donc en reconnaissant l'existence d'un patronat (de toute forme, soit privé, coopératif, ou de l'Etat), patronat que le mouvement syndical et politique a tendance à transformer de plus en plus en administrateurs de certaines parties, certaines formes, certains groupements économiques et de leur imposer une ligne générale de justice sociale ?*

C'est depuis longtemps que je cherche à approfondir le sens réaliste, économique de la « suppression du salariat et du patronat », formule historique de la Charte d'Amiens qui correspondait à une situation des classes ouvrières au sens le plus large dans une époque où l'on rêvait de revenir ou d'arriver à une économie sans fabriques, sans grandes entreprises, dans une époque où le patronat a exercé un pouvoir presque sans frein, sans contrôle, sans droit véritable d'association et sans droit à régler les conditions de travail d'un commun accord. Epoque où l'on croyait très simplement aux mirifiques conséquences des nationalisations, de l'étatisation de toutes les formes d'entreprises économiques. Epoque assez contradictoire dans ses perspectives pour l'avenir sur la forme à donner à la société libérée du patronat, de l'Etat, de l'église et de l'institution militaire. Idées tellement vagues, qu'il ne faut pas être étonné du cours de l'évolution en Russie où l'on a fait table rase avec les principes bourgeois de la représentation de tous les partis, de toutes les couches sociales, où l'on a remplacé la discussion et les compromis par l'absolutisme d'une mince couche d'intellectuels représentant les perspectives non moins vagues du « socialisme scientifique » qui ont abouti aux résultats que vous dénoncez avec la plus grande énergie.

Je suis tout à fait d'accord avec votre rédacteur Roger Hagnauer lorsqu'il pose la question : « A-t-on le droit de débattre encore du socialisme, de ses thèses, ses aspects et ses tendances sans examiner d'abord les expériences vécues depuis près de quarante ans ? » Je réponds par la négative et j'en tire la conclusion positive que nous devons confronter les doctrines avec les faits, ceci dans l'intérêt des classes ouvrières et pour leur épargner le purgatoire de mille ans, comme disait Proudhon dans son « principe fédératif » qui, malgré tout, se révèle être un meilleur guide que le socialisme orthodoxe des Marx et Engels, représentants du socialisme autoritaire et dictatorial.

L'INSURRECTION EST-ELLE TOUJOURS POSSIBLE ?

De notre camarade Maximilien LEBLANC, l'ancien militant syndicaliste révolutionnaire de la vieille Fédération du Bâtiment :

Dans le numéro de décembre de la R.P., *je vois à apporter aux* « Notes d'économie et de politique » *une légère rectification : dès* 1905, *certains révolutionnaires avaient remarqué que les insurrections russes étaient la meilleure réponse qui pouvait être faite à ceux qui estimaient la guerre des rues impossible parce qu'ils n'avaient pas compris l'incroyable faiblesse militaire de la Commune et se croyaient encore au temps de Vauban. En* 1914, *on était en retard de bien plus d'une guerre.*

Dans la note de bas de page sur les vers de Pottier, les lecteurs ont dû, je pense, rectifier d'eux-mêmes la coquille, en mettant « fusil » au lieu de « froid ».

L'ABONNEMENT N'EST PAS UNE APPROBATION

Notre camarade Denise Thomas — qui fut longtemps avec G. Vidalenc l'animatrice du Centre d'Education Ouvrière — nous ayant signifié qu'elle se désabonnait de la *R.P.*, en signe de protestation contre les articles de Louzon favorables à Nasser, je lui avais écrit pour m'étonner non de sa réaction, mais de sa décision, en lui rappelant que la *R.P.* a pour mission essentielle de provoquer des débats entre syndicalistes sur tous les problèmes, et non de transmettre des thèses...

Elle me répond par une lettre du 31-1-57 que, fidèles à notre habitude, nous croyons utile de soumettre à nos camarades.

Permettez-moi de vous dire à quel point je suis sensible à votre lettre et au geste amical qui l'a dictée, même si ma décision ne doit pas en être modifiée. Croyez bien que je vous ai donné raison, sans vous le dire, depuis de nombreuses années — en ce sens que je n'ai jamais été d'accord sur les thèses exposées par Louzon — ou si rarement — et même, je vous l'avouerai, elles m'ont souvent passablement irritée, sans que j'aie pour cela songé à rompre mon abonnement. Seulement il a atteint cette fois-ci une limite et sa démesure dans le désir d'être « contre » a provoqué une réaction qui ne devrait pas vous étonner, puisque vous savez que je réagis parfois vivement. Je sais bien que nous sommes « bourgeois ». Mais je ne crois pas qu'il soit nécessaire de nous infliger une secousse de ce genre pour nous émouvoir ni surtout, sous le prétexte que nous pouvons reconnaître certains torts du côté des « Occidentaux », de vouloir nous persuader que ce petit tyran de Nasser est la perle des démocrates. Et vous avez beau dire que le « noyau » n'est pas engagé collectivement, et protester vous-même — il n'empêche que la revue apparaît comme une expression d'un groupe et ne peut manquer d'être engagée par ce qui s'y imprime, à moins d'un désaveu formel. Très franchement, j'ai été révoltée d'y lire les lignes

auxquelles j'ai fait allusion. S'il était un moyen pour vous de dire : nous avons tant de lecteurs — mais tous sont en désaccord avec nous — et tous en opposition absolue, passe encore. Mais on sous-entend généralement que la force d'un journal vient du consentement de ses lecteurs aux idées exposées. Et j'estime en effet pernicieux qu'on puisse croire que vos lecteurs s'engagent ainsi résolument derrière Louzon. Au moins ne veux-je pas qu'il en soit dit ainsi pour cette unité que je représente. Sans pour autant parler de propagande — mais je dirais plutôt de l'expression d'un jugement sur les faits.

Je ne suis pas d'accord avec Denise Thomas sur son idée générale. Je ne crois pas que la force de notre revue soit fonction du consentement de nos lecteurs aux idées exposées. Je n'irai pas jusqu'à soutenir la thèse paradoxale inverse. Mais je crois fermement que l'originalité de la *R.P.* réside surtout dans notre volonté de « repenser » toutes les idées, même celles que l'on croyait définitivement acquises.

Alors que le conformisme devient — hélas ! — la règle dans la plupart des organisations et des organes dits démocratiques, alors que — et Denise Thomas le sait mieux que moi — les bureaucrates du « syndicalisme libre » détruisent, comme foyers pathogènes, toutes les institutions consacrées à la culture désintéressée, notre effort pour nous maintenir à contre-courant reste aussi salutaire qu'exceptionnel.

Je ne suis pas d'accord non plus sur le cas particulier qui a provoqué sa réaction. Je n'approuve pas l'éloge de Nasser. Je l'ai dit nettement. Mais je suis très heureux que Louzon ait ouvert une discussion nécessaire. Ne serait-ce que pour nous sortir de la confusion provoquée par l'affaire de Suez. Je laisse à d'autres le soin d'apprécier la valeur des réformes sociales de Nasser. Mais si Clara Zetkin pouvait dire en 1923 : « Le fascisme est le châtiment qui s'abat sur les épaules d'un peuple qui n'a pas su faire sa révolution... », on peut proclamer en 1957 « que le nassérisme est le châtiment qui s'abat sur les épaules des nations occidentales qui n'ont su qu'entretenir l'exploitation et l'asservissement des peuples arabes ». — R. H.

UN DESABONNEMENT...

Je ne puis continuer la lecture de votre journal qui pratique la surenchère avec les communistes en critiquant systématiquement l'action du gouvernement en Algérie — ou qui fait l'apologie du fasciste Nasser (Nasser le Réformateur).

Aussi je ne désire pas renouveler mon abonnement à la R.P. *Je regretterai de ne plus pouvoir lire les articles raisonnables comme ceux de Mercier, de Guilloré... (comme j'ai regretté en leur temps la disparition des articles de Monatte ou de Walusinski).*

A. PRUDHOMME.

Si Prudhomme lisait la *R. P.* avec attention, il constaterait que tous les rédacteurs ne sont pas d'accord sur le cas « Nasser ». Il n'est pas certain qu'ils soient tous d'accord sur la politique algérienne. Il y a peut-être entre leurs opinions plus que des nuances. Mais ils sont tous d'accord pour mépriser toute idée de « surenchère avec les communistes ». La *R. P.* n'a pas cessé depuis sa fondation de dénoncer le stalinisme, aussi bien le régime d'asservissement total qu'il représente, que la criminelle exploitation des révoltes légitimes par laquelle il veut s'assurer de nouvelles masses de manœuvre.

Les rédateurs de la *R. P.* — les raisonnables... et les autres — ne participaient pas... même pas en pensée... à la surenchère arrosée de vodka et de champagne, des toasts échangés à Moscou, il y a moins d'un an, entre les bourreaux post-staliniens et les ministres socialistes français ! — R. H.

« AVEC LEURS TRIPES... »

D'un abonné d'Alger :

La majorité des gens raisonnent avec leurs tripes. Jusqu'à présent je n'étais pas pessimiste. Mais je commence à être inquiet par les réactions des ultras et d'une masse importante de la population européenne. Comme dirait le Canard, ils ne sont sensibles qu'à la « Para-Presse » et aux « organes du Gnon National ». Les Français n'ont pas su s'adapter à l'évolution du monde moderne, ils étaient habitués à commander et voyant que le pouvoir leur glisse des mains ils ont des réactions d'impuissance et de panique qui les mènent au fascisme et aux méthodes hitlériennes.

A travers les LIVRES

DE L'ORDRE DANS LES IDEES

Le titre du livre de Jeanne Hersch frappe : « Idéologies et réalité » (1). Il formule un problème important, *le* problème qui hante les militants ouvriers, ceux du moins qui se refusent à remâcher plus longtemps la fade bouillie des motions de congrès. Ce problème, c'est la confrontation des « idées » — et des systèmes d'idées — lancées il y a vingt, cinquante ou cent ans, et qui peuplent encore les cerveaux, nourrissent en tout cas les vocabulaires, avec la réalité d'aujourd'hui. Cette réalité est ressentie bien sûr, mais rarement pensée ; elle est lourde d'expériences plus récentes que les exposés doctrinaux, pleine de situations mal connues mais terriblement présentes, et grosses de transformations sociales en cours mais insaisissables. Il faut croire que cette inquiétude portant sur l'écart ou les contradictions qui existent entre réalité et idéologies, nous obsède, nous syndicalistes, tout particulièrement, car nous nous imaginons qu'elle est au centre des préoccupations des essayistes politiques. Si bien que chaque ouvrage nouveau portant sur des questions de sociologie nous donne l'espoir d'une indication sur la conjoncture sociale, sur l'orientation sociétaire, sur le rôle possible d'une volonté ouvrière ou qui serait lucide. Chaque fois nous demeurons sur notre faim. Et cette fois encore.

Pourtant, l'auteur nous paraissait proche, non pas de nos conceptions militantes — ce qui, pour l'étude des phénomènes politiques et sociaux, n'a guère d'importance — mais de nos recherches. Tout récemment, à l'occasion d'un voyage-enquête en Pologne, lors des procès de Poznan, Jeanne Hersch nous avait décortiqué quelques problèmes de maîtresse façon ; elle avait fort bien vu la différence fondamentale qui existe entre la notion de classe ouvrière, pièce artificielle sur laquelle se construisent les élucubrations théoriques les plus délirantes, et les ouvriers de chair et d'os, visibles, vivants, échappant à tout schéma.

L'ouvrage comporte bien un inventaire des courants idéologiques, mais il ne donne qu'un examen rapide et superficiel de la réalité. Ce que nous attendions ne correspondait sans doute pas aux préoccupations de l'auteur. Souhaitons donc qu'un jour prochain Jeanne Hersch soit tentée par nos propres interrogations et s'y essaie, dans un nouveau livre aussi clair et aussi alerte que celui-ci.

***

Donc, il s'agit d'idéologie, et d'idéologie politique. L'auteur s'efforce de mettre de l'ordre dans les idées, celles dont on se sert tous les jours, de classer les idéologies et leurs partisans. Avec une mise en garde préliminaire : l'auteur est socialiste, partisan d'une démocratie de type occidental, et européenne (ou européiste). Cet essai de géographie des idéologies ne nous paraît ni convaincant, ni exact. Fascisme, communisme, libéralisme conservateur, démocratie progressiste, socialisme, sont autant de catégories trop générales pour présenter quelque utilité, même comme repères ou instruments de mesure. Si elles ne sont qu'idéologies, c'est-à-dire des ensembles plus ou moins cohérents d'idées formulées pour entraîner l'adhésion, il faut savoir qui les a formulées. Or, nul dirigeant ou doctrinaire communiste n'a jamais proclamé que le communisme est une idéologie « qui réclame l'autorité absolue pour un chef incontrôlé dont on attend qu'il procure aux travailleurs du monde entier justice et bonheur ». Nul chef d'école libérale n'a jamais énoncé que sa pensée réclamait « le libre jeu des opinions sur le terrain politique et le libre jeu de

(1) Plon.

l'offre et de la demande sur le terrain économique, donc le maintien de la démocratie politique et de la hiérarchie économique, avec patronat et salariat ». Bien sûr, Jeanne Hersch parle d'idéologies typiques, mais alors c'est elle qui les définit. Sur quelle base ? Pas sur l'expérience en tout cas ; ou alors sur des expériences qui se situent à des époques et en des conjonctures différentes. Or, ce qui serait indispensable, c'est une étude qui nous conduirait à savoir si les idéologies ont quelque cohérence et si elles couvrent toute l'opinion dans un même pays et à une même époque. Hors cela, nous ne pouvons guère que jongler avec des idées sans jamais les rattacher à une quelconque situation de fait.

Prenons les pages consacrées à l'idéologie socialiste. Jeanne Hersch estime que le mouvement socialiste comportait au départ : une description de la situation réelle, une analyse des facteurs objectifs, la description d'une société idéale, le recours au déterminisme historique. Par la suite, et en vertu même des résultats obtenus par les luttes socialistes, l'idéologie « vécue » se serait largement écartée de l'idéologie « professée ». C'est là, à notre avis, une fausse analyse. En effet, on trouve dans n'importe quel mouvement socialiste, dès sa naissance et simultanément, les éléments des idéologies « vécues » et « professées », en 1880 comme en 1957. Ce qui semble indiquer qu'expérience et profession de foi n'appartiennent pas au même monde, ou du moins pas au même compartiment du cerveau. La campagne « idéologique » électorale parle de pacifisme et de fraternité humaine ; la politique « vécue » augmente les crédits militaires et couvre les campagnes coloniales. La prochaine campagne « idéologique » reprendra les mêmes thèmes et réveillera les mêmes échos chez les mêmes électeurs. Car il n'y a jamais sanction pour les idéologies. L'auteur croit ferme que les socialistes sont résolument démocrates ; la démocratie leur parait « le moyen et le seul qui permette au peuple d'exercer une influence déterminante sur le régime du pays ». C'est confondre les socialistes dans l'opposition et les socialistes au pouvoir. C'est négliger la différence entre régime politique et structure sociétaire. C'est oublier les frontières non idéologiques qui traversent tout parti socialiste et qui correspondent au comportement des électeurs, des militants ou des dirigeants socialistes, envers tels problèmes concrets, c'est-à-dire non idéologiques. C'est aussi, à l'inverse, oublier la solidarité d'intérêt des appareils politiques socialistes, agissant *sous couvert* d'une commune idéologie.

Une autre critique peut être adressée à Jeanne Hersch, c'est de ne point accorder une importance suffisante au fonctionnement des partis en tant qu'organismes fermés, ce qui permettrait pourtant de mieux comprendre le caractère tout relatif des idéologies. Ainsi, complétant les études déjà faites en leur temps sur la social-démocratie allemande, par exemple, il serait utile d'analyser le phénomène psychologique du militant communiste, masochiste à l'intérieur du parti, sadique à l'extérieur, et dont l'existence même devient fonction du seul parti. Sans doute, l'auteur donne-t-il, ça et là, quelques indications qui relèvent du thème, mais elles ne se fondent que sur des sensations, des à-peu-près, et non sur une description minutieuse ou sur une recherche systématique.

Ainsi, nous ne quittons guère le monde toujours flou, approximatif et vague de l'idéologie et n'abordons que rarement celui des réalités, le jeu des relations entre les deux domaines ne pouvant dès lors être démonté ni démontré. Or, l'examen de n'importe quelle situation sociale fournit de précieuses données. Récemment nous avons pu constater que l'attrait de l'idéologie communiste conduit les travailleurs de telle usine à voter en faveur du P.C., mais que ces mêmes travailleurs adoptent une attitude non communiste et même anticommuniste lorsqu'ils sont placés face à un problème concret qu'ils peuvent juger en connaissance de cause.

Il semble bien que Jeanne Hersch ne pourra trouver issue à son inquiétude, si elle ne sort pas de la sphère des idées politiques où les acrobaties les plus invraisemblables sont courantes, précisément parce que les données sont irrationnelles et que les écrans magiques, mythiques et propagandistes les isolent de toute réalité. Constater que nous vivons une époque qui marque la fin des idéologies est devenu banal. Mais ce n'est le plus souvent constater que les formes idéologiques ont été dessinées il y a trop longtemps, alors que des situations neuves appellent une nouvelle formulation. Le problème est plus profond. Les besoins d'une idéologie sont toujours impératifs, plus impératifs en notre époque d'extrême confusion mentale, de découvertes scientifiques bouleversantes, d'écroulements ou de naissances d'empires et de nations. Les mêmes mécanismes produisent alors des idéologies apparemment nouvelles, mais tout aussi approximatives, tout aussi fausses que les précédentes, puisqu'elles répondent aux mêmes besoins mentaux.

Jeanne Hersch le sent bien quand elle trace les limites d'une adhésion à un parti et réserve les droits de l'individu. Il y a là, peut-être, un nouveau point de départ pour la recherche d'une méthode d'intervention sociale et non plus d'une idéologie. C'est ce que nous tentons, tout en mesurant notre faiblesse.

L. M.

« LES ANTILLES DECOLONISEES »

Les Antilles (dont la surface totale est un peu moins que la moitié de celle de la France et dont la population égale celle de l'Algérie) occupent, du point de vue éthnique, une situation tout à fait à part. Elles sont, en effet, la seule région du globe, parmi celles qui ne sont point indépendantes, dans laquelle il n'existe pas de population autochtone, en donnant simplement à cette expression le sens d'une population enracinée, dans les lieux où elle vit, depuis un grand nombre de siècles.

La population autochtone y a été, en effet, radicalement détruite par l'invasion européenne du seizième siècle, et qui n'est évidemment pas un cas exceptionnel puisqu'il en a été presque complètement de même pour les Indiens de l'Amérique du Nord ou les Australiens et les Tasmaniens d'Océanie, mais tandis qu'en Amérique et en Océanie, la place des disparus fut prise par les conquérants, ceux-ci, aux Antilles, ne furent jamais et ne sont — plus que jamais — qu'une infime minorité, sauf à Cuba ; à la Jamaïque, par exemple, les créoles blancs représentent à peine 3 % du nombre des habitants.

Le gros de la population se trouve constituée par une population qui est, elle, aussi importée et aussi récente que les conquérants, car elle est formée des nègres amenés d'Afrique et vendus comme esclaves aux Blancs qui venaient d'arriver, au cours des seizième, dix-septième et dix-huitième siècles.

A la différence des autres peuples qui luttent ou ont récemment lutté pour leur indépendance (Asiatiques du Moyen et de l'Extrême-Orient, Arabes du Proche-Orient et du Maghreb, nègres d'Afrique), les Antillais luttent donc pour la libération d'une terre qui leur est aussi étrangère qu'elle l'est à leurs maitres, une terre qui n'est point celle de « leurs ancêtres », et où, de ce fait, ils ont perdu la plupart des traditions, des coutumes, des croyances, des langues qui en avaient jadis fait des peuples ; ils ont maintenant acquis la même religion que leurs maitres, ils sont tous chrétiens ; comme langues, ils ont, ou bien celles de leurs maitres (espagnol, anglais, hollandais, français), ou bien des dialectes qui en sont dérivés.

Ajoutez à cela le métissage qui y a été considérable, beaucoup plus élevé relativement qu'en Asie, et infiniment plus que dans les pays arabes, où il n'existe pratiquement pas, du moins avec les Européens.

Les Antillais sont donc des déracinés, des « nouveaux débarqués », presque des apatrides, pourrait-on dire, qui se trouvent avoir à lutter pour leur indépendance nationale, bien qu'ils ne constituent pas, au moins historiquement, une « nation ».

De ce fait, la lutte des Antillais contre leurs maitres européens présente des difficultés spéciales ; elle n'est pas aussi simple que les autres.

C'est cette situation tout à fait particulière que Daniel Guérin vient de décrire dans son petit livre sur « Les Antilles décolonisées », qui constitue un excellent précis de la situation sociale et politique actuelle de la plupart des iles antillaises (je dis « la plupart » car Cuba et Saint-Domingue, où l'auteur n'est pas allé ont été presque complètement laissés de côté). On y trouvera pour chacune des îles, d'une part la description vivante de l'état social misérable

dans lequel vit la population et, d'autre part, des indications précises sur le régime politique qui lui est imposé, ainsi que sur les mouvements et organisations qui s'y sont récemment créées afin d'en promouvoir ou d'en forcer l'évolution.

On trouvera aussi dans ce volume une remarquable préface d'Aimé Césaire. Aimé Césaire est, comme l'on sait, un natif des Antilles françaises qui est à la fois poète et homme politique, ce qui n'a rien que de très naturel chez un peuple où la poésie, comme la musique et la danse, semble être une seconde nature, et chez qui, d'autre part, la renaissance culturelle et la lutte pour l'indépendance politique vont présentement de pair. Césaire, qui fut longtemps du parti dit « communiste », en a récemment démissionné par une lettre qui eut un certain retentissement (trop faible à notre gré), dans laquelle il accusait les sectateurs de Moscou de ne prendre la défense des populations de couleur (tout comme la défense de la classe ouvrière) que dans la mesure où cela pouvait servir la politique impériale russe.

Cette préface met l'accent sur le caractère essentiellement dialectique que présente l'évolution des peuples colonisés, notamment des Antillais. C'est la domination européenne, et les réformes promues par l'Europe elle-même, qui ont conduit au développement de la prise de conscience des peuples auxquels elles s'appliquent, et, par suite, à leur lutte pour la libération.

Bien qu'étant, depuis 1870, citoyens français, avec des représentants élus au Parlement français, les Guadeloupéens et les Martiniquais furent soumis jusqu'à la fin de cette dernière guerre à un régime particulier : leurs iles étaient encore considérées comme des colonies, elles étaient administrées par un « gouverneur » et possédaient des institutions locales d'un caractère spécial. Or, en 1946, sur l'impulsion de Césaire lui-même, les dernières traces de l'organisation coloniale disparurent. Martinique et Guadeloupe devinrent des « départements » français, soumis exactement au même régime que ceux de la métropole.

Cette totale assimilation correspondait aux vœux de la population qui souffrait d'être réduite à l'état de citoyens de seconde zone ; l'égalité, l'égalité politique complète avec les gens de Bordeaux ou de Paris, était demeurée jusque-là sa grande et unique ambition.

Or, cette égalité politique une fois réalisée, Martiniquais et Guadeloupéens s'aperçurent que l'inégalité sociale entre eux et les blancs, entre les « Français » de ces iles lointaines et ceux de la métropole, subsistait telle quelle, et que c'était donc dans une autre direction qu'il leur fallait chercher le salut.

Mais, ainsi que l'indique très fortement Césaire, la reconnaissance de ce fait ne pouvait avoir lieu qu'après qu'ait été parcourue l'étape qui y a conduit; il fallait d'abord « passer de la citoyenneté mutilée à la citoyenneté tout court » pour s'apercevoir que, malgré ce changement dans la condition juridique, « dans les faits l'inégalité s'aggravait chaque jour davantage », que l'assimilation ne résolvait donc rien et qu'on devait, en conséquence, chercher une autre issue, issue qui ne pouvait être, dit Césaire, qu'une « issue nationale ».

C'est ainsi que l'assimilation a créé, ou, tout au moins achevé de créer, aux Antilles françaises, son exact contraire : la volonté d'indépendance nationale.

— Aux Indes aussi, la population des « Comptoirs » français avait été assimilée, ce qui ne l'empêcha point de réclamer son rattachement à l'Inde.

Il est intéressant de noter qu'en Algérie où la politique française a été diamétralement opposée à celle suivie aux Antilles, le résultat fut le même.

Vers 1930, les Algériens ne réclamaient encore qu'une chose, la même chose que les Antillais de 1940 : l'assimilation politique. Ils voulaient être citoyens français. Jouir de tous les droits du citoyen, y compris le droit électoral, cette manifestation la plus spectaculaire de l'égalité des droits. Or, l'opposition violente et obstinée que firent les Français d'Algérie à toute mesure — si timide soit-elle — tendant à faire du « bicot » leur égal, interdit toute réalisation dans ce sens ; lorsque, en 1946, on édicta une assimilation partielle, non seulement cette assimilation n'était que partielle, mais les plus importantes des mesures qui y étaient prescrites, telle la suppression des communes mixtes, demeurèrent sur le papier, tandis que, de la seule à peu près qui fut mise à exécution, le droit de vote pour tous, le gouverneur « socialiste » d'alors, colonialiste aussi fieffé que son successeur « socialiste » d'aujourd'hui, en fit une dérision par le truquage systématique des urnes. La voie de l'assimilation se trouva donc, dès le début, bloquée. Alors, par un procédé dialectique différent de celui des Antilles, mais non moins dialectique, les Algériens durent nécessairement prendre une voie contraire à celle de l'assimilation, la voie de l'indépendance nationale.

Ainsi, que les colonisateurs assimilent ou refusent d'assimiler, le résultat est le même : dans les deux cas, les peuples colonisés se tournent vers la recherche de l'indépendance, dans le premier cas, parce que l'assimilation les a déçus, dans le second, parce qu'on la leur refuse.

R. L.

N.B. — Rappelons que la grève générale vient de remporter, ces temps derniers, un grand succès aux Antilles. A Haïti, le pouvoir était détenu depuis 1950 par le président Magloire qui s'en était emparé par un coup d'Etat militaire et avait institué un régime dictatorial. Son mandat venant à expiration à la fin de l'an dernier, il prétendit que l'état « troublé » du pays exigeait que tous les pouvoirs soient remis entre les mains de l'autorité militaire et exercés par lui à ce titre. En réponse la grève générale fut déclarée et elle fut si réussie que Magloire n'eut que le temps d'abdiquer et de s'enfuir par avion en Europe.

Le mouvement ouvrier africain s'organise

Une conférence de tous les mouvements syndicaux africains (Afrique noire et Afrique du Nord) s'est tenue le mois dernier sous les auspices de la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) à Accra, capitale de cette ancienne colonie britannique de la Côte de l'Or qui vient de conquérir son indépendance.

Elle s'est terminée par le vote d'un appel aux travailleurs africains que voici :

Travailleurs de l'Afrique, l'heure de la justice sonne.

La conférence régionale africaine de la Conférence Internationale des Syndicats Libres, réunie à Accra, du 14 au 19 janvier 1957, a entendu par la voie de vos représentants, des exposés sur les injustices que vous subissez et sur les difficultés que vous rencontrez dans votre lutte pour une vie meilleure.

Où que vous soyez, qui que vous soyez, si vous croyez à la dignité du travail, à la liberté, à la justice et à la démocratie, le devoir vous appelle à vous joindre au mouvement syndical libre pour la défense de vos droits.

Unissons-nous donc.

— pour exiger la reconnaissance et le respect de la Liberté syndicale et des droits fondamentaux de l'homme ainsi que pour faire aboutir notre lutte pour un mieux-être économique et social et pour réaliser nos aspirations à de meilleures conditions de travail, de salaire et de vie.

— pour instaurer une coopération fructueuse et nécessaire entre tous ;

— et pour créer une Organisation régionale syndicale africaine libre et forte, capable d'assurer la promotion des travailleurs africains.

Travailleurs de l'Afrique, l'heure du droit de l'homme à la liberté sonne.

Pour faire respecter notre droit à disposer librement de notre sort, conformément aux buts et principes des Nations-Unies et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le mouvement syndical doit être à l'avant-garde de la lutte pour l'émancipation des peuples de l'Afrique et pour faire prendre à notre Continent la place qui lui revient dans les institutions internationales.

Soyons unis pour combattre ensemble les forces colonialistes, dictatoriales et du patronat hostile, pour jeter les bases de la Démocratie, de la Liberté et de la Justice sociale.

Sous l'égide du mouvement syndical libre nous forgerons nous-mêmes les instruments de notre libération politique, économique et sociale.

Sous l'égide de la C.I.S.L. nous œuvrerons tous pour une vie meilleure, pour

le PAIN, la PAIX et la LIBERTE.

SOLIDARITÉ CHRÉTIENNE

Pour des syndicalistes soi-disant libres, il semble que **la solidarité ouvrière ne doit pas être un vain mot, pas plus qu'il serait grossièrement indécent d'exploiter pour une cause particulière** l'aide fraternelle à toutes les victimes de l'oppression.

Saint-Etienne a manifesté son esprit de solidarité ouvrière à propos de l'affaire hongroise et de l'installation dans la ville d'un contingent d'ouvriers hongrois. On constitua un comité de solidarité immédiate composé des organisations syndicales F.O., C.N.T., C.F.T.C. et des organisations de solidarité ouvrière C.D.E.S., S.I.A. et un comité de parrainage auquel adhérèrent les principales organisations de gauche et quelques personnes de bonne volonté. Le résultat en fut assez fructueux puisqu'à ce jour plus de deux millions ont été collectés ainsi que des vêtements. Il est normal que ce soit les syndicats ouvriers qui accomplissent le travail effectif. Ce sont d'ailleurs toujours les mêmes représentants des mêmes organisations que l'on a pu voir à la tâche.

A Firminy, à Saint-Chamond, on a suivi l'exemple de Saint-Etienne.

Pour Saint-Chamond je pris l'initiative avec mes camarades de l'U.L. F.O. de former le comité de gestion. La secrétaire de l'U.L. C.F.T.C. fut d'abord touchée, elle nous répondit : « Oui, bien sûr, mais voyez donc nos syndicats de la métallurgie ».

Même musique chez les camarades de la métallurgie. Plus d'une semaine fut perdue en tergiversations. Pendant ce temps le Secours catholique menait les ouvriers hongrois à la messe de minuit.

La comédie ayant assez duré, je convoquai les camarades de la C.N.T. de S.I.A. afin de former le comité de gestion. La secrétaire de l'U.L. C.F.T.C. assistait en observatrice à cette réunion et déclarait qu'elle pensait bien que la C.F.T.C. serait d'accord mais qu'il ne faudrait pas nous adresser à d'autres organisations, ou personnalités : « Organisons la solidarité mais n'en parlons à personne ».

A la suite de cette réunion j'ai reçu de l'U.L. C.F.T.C. une lettre dont voici l'essentiel : « Dans le but de venir en aide aux camarades hongrois, nous sommes d'accord pour former un comité local composé de F.O., C.F.T.C., C.N.T., S.I.A. Nous déléguons notre camarade Arnaud pour représenter la C.F.T.C. *C'est avec lui qu'à partir de maintenant toutes décisions devront être arrêtées sans quoi notre participation risquerait fort d'être compromise.* Quant au comité de parrainage nous ne voyons pas la nécessité de lancer un appel local ».

Il est à noter que le camarade Arnaud n'est pas un habitué de la Bourse du Travail, qu'il habite assez loin de celle-ci qu'il n'a jamais pris contact avec le comité, pas plus qu'aucun des militants de la C.F.T.C. qui sont nos proches voisins à la Bourse. On ne les a vus ni au comité de solidarité ni à l'union locale.

Je n'ajouterai aucun autre commentaire, je laisse juges les lecteurs de la « R. P. ».

Quant à nous, véritables syndicalistes libres, notre solidarité ne connait ni frontière, ni religion, ni philosophie, et ne peut être influencée par le souci de nos intérêts... mêmes moraux.

A. NEEL,
Secrétaire de l'U.L. Force Ouvrière de Saint-Chamond.

A côté de nos gouvernements faibles ou cruels, par-dessus le rideau des dictatures, malgré la faillite dramatique des mouvements et des idéaux traditionnels de la gauche, la véritable Europe existe, unie dans la justice et la liberté, face à toutes les tyrannies. Les combattants hongrois meurent en masse aujourd'hui pour cette Europe.

Albert CAMUS.

Cercle Zimmerwald

LA REUNION DU 17 JANVIER 1957

La causerie d'Albert Vassart sur son expérience de militant dans les syndicats unitaires et dans le Parti communiste français, ainsi que sa participation à plusieurs discussions dans l'Internationale Syndicale Rouge et l'Internationale Communiste, a été suivie par un auditoire nombreux et attentif.

Le temps a manqué pour qu'une large discussion puisse s'engager sur l'une ou l'autre des nombreuses questions syndicales ou politiques traitées. Mais il a été décidé que cette discussion aurait lieu à la prochaine réunion.

Il n'est guère possible de résumer une causerie de ce genre en quelques lignes. Vassart, d'ailleurs, avait tenu à préciser, dès ses premiers mots, qu'ayant à évoquer des souvenirs personnels, liés à son activité de militant, pendant toute la période de l'entre-deux-guerres, il ne pourrait certainement pas approfondir autant que certains des auditeurs pourraient le souhaiter tel ou tel aspect des événements. Sa causerie n'était qu'une sorte de reconstitution d'une période dont l'histoire exacte, non seulement n'a pas encore été écrite, mais sur laquelle cependant les disciples français de Staline, considérant la falsification comme une des bases essentielles de l'Agit-Prop, ont déjà donné des versions complaisantes.

La contribution personnelle que Vassart peut apporter à une histoire sincère du mouvement est d'une valeur inégale selon la période considérée.

Par exemple, entre 1920 et 1924, il milite en province, dans la métallurgie ardennaise sans participer aux luttes internes des premières années du Parti Communiste français. Par tempérament, par les rudiments de formation livresque qu'il a pu acquérir, il est — ou se considère — syndicaliste-révolutionnaire. Il n'adhérera au Parti Communiste à la fin de 1923, étant déjà le secrétaire, de fait sinon de titre, de l'Union départementale des syndicats unitaires, qu'après avoir tiré les leçons, à l'échelle de sa région, des événements révolutionnaires d'Allemagne et parce qu'il se laisse convaincre par Amédée Dunois et par Cadeau que c'est dans le Parti et non hors de celui-ci qu'on peut œuvrer utilement à l'action révolutionnaire. C'est donc avec un sensible décalage, sur la plupart des autres militants venant, ou se réclamant, du syndicalisme révolutionnaire que Vassart est entré au Parti Communiste.

Il y a donc d'autres membres du Cercle Zimmerwald qui connaissent beaucoup mieux que lui l'histoire exacte de cette époque.

En 1924, Vassart est choisi por l'école de Bobigny, préludant à la « bolchevisation » des partis communistes.

C'est l'époque où les dirigeants russes commencent à miser résolument sur les jeunes pour obtenir qu'à la première coupure avec l'ancien mouvement socialiste qu'impliquait en 1920 l'acceptation des 21 conditions, s'en ajoute une seconde comportant la liquidation de ce qu'on appelait les survivances social-démocrates ou les préjugés anarcho-syndicalistes...

Il y aurait de salutaires leçons à tirer du fait que c'est principalement Doriot, porte-parole, à l'époque, des J.C., mais aussi de l'I.C., qui prononça le plus dur réquisitoire pour obtenir l'exclusion de Monatte et de Rosmer.

Après l'école de Bobigny, Vassart devient un « révolutionnaire professionnel » utilisable et utilisé par et dans un « appareil » qui, à l'échelon français, répercute et exécute vaille que vaille la politique oscillante que fixe, à travers les réunions successives de l'Exécutif du Komintern, le noyau russe occupant les postes-clés d'une Internationale Communiste, traitée ouvertement, au moins à sa connaissance, depuis 1926, comme une annexe de l'Agit-Prop du Parti Communiste russe, beaucoup plus que comme l'Etat-major d'une organisation réellement internationale.

(Sur une question de Monatte, Vassart citera, d'ailleurs à ce sujet, un texte d'Ercoli (Togliati) lequel — en décembre 1926 — non seulement accepte le « rôle dirigeant » du Parti Communiste russe, mais précise que l'opposition russe ne doit pas être autorisée à défendre son point de vue dans les réunions de l'Exécutif de l'I.C.).

Lorsqu'il s'agit de porter un jugement sur l'activité du P.C. français, il faut donc tenir compte que tout cela s'inscrit dans un vaste ensemble soumis à une direction unique qui est d'abord le Politburo russe et, dès 1929, le secrétariat du seul Staline. La marge de discussion possible dans les organismes de direction du P.C. français — et par extension dans toutes les autres organisations contrôlées par celui-ci, notamment la C. G. T. U. — suit très exactement la même courbe que dans le P.C. russe. Tant que l'opposition en U.R.S.S. n'est pas progressivement réduite au silence avant d'être physiquement supprimée, on discutera dans le P.C. français. Par exemple, lorsqu'en 1927-28, les Russes décident le tournant ultra-gauchiste dont la première manifestation est, en France, l'aberrante tactique « Classe contre classe », on peut encore en discuter, au moins dans le Comité Central; il y a même un vote sur la question avec 23 membres du P.C. pour et 13 contre. C'est d'ailleurs sur cette question que les Russes ont mesuré les « qualités » et les « défauts » des principaux militants qui peuvent et seront ultérieurement utilisés à des postes de dirigeants. Thorez, qui était d'abord contre cette tactique, s'empresse d'y donner son accord dès qu'il comprend que les Russes en font la pierre de touche pour la sélection de leur personnel français. Mais Doriot qui est contre maintient son opposition et ce sera le commencement de son limogeage. Pour ce nouveau tournant, les Russes font une nouvelle mise sur les jeunes. Et c'est la montée de ce qu'on a ensuite appelé le groupe Barbé-Celor-Lozenay. Vassart qui était secrétaire de la Fédération unitaire des Métaux depuis 1925 et membre du Comité Central du P.C. depuis 1926 a assisté en 1928 à l'Exécutif de l'I.C. où toutes ces questions ont été débattues. Une des incidences de cette tactique de « classe contre classe » fut de stériliser l'ébauche d'une nouvelle orientation syndicale de la C.G.T.U. Au Congrès de Bordeaux, en 1927, on avait esquissé les bases d'un syndicalisme « à bases multiples » que certains militants, notamment Berlioz, crurent pouvoir identifier à une sorte de « réformisme actif ». Il n'en fallut pas davantage pour que s'éveille la vigilance et le barrage des partisans d'un syndicalisme dont la seule qualité devait être la phraséologie et la gymnastique révolutionnaires.

A la fin de 1929, Losovsky, secrétaire général de l'I.S.R., affirmait dans un Conseil Central de cette organisation, sans soulever d'autres protestations que celle de Vassart, que la tâche la plus urgente des syndicats était d'organiser des grèves insurrectionnelles, tandis qu'au même moment, Molotov fixait aux différents P.C. l'organisation de la lutte directe pour la prise du pouvoir...

C'est dans cette perspective absolument aventuriste qu'avait été imposée par Moscou, quelques mois auparavant, à un Congrès de la C.G.T.U. la reconnaissance et la proclamation du rôle dirigeant du seul Parti Communiste sur l'ensemble du mouvement ouvrier et particulièrement sur les syndicats.

Quelques années plus tard, en 1931, quand on se décidera à faire un premier bilan de cette politique catastrophique, les Russes qui l'avaient imposée en rendirent responsable le groupe des jeunes auquel ils avaient donné tout le pouvoir pour faciliter l'exécution de leur politique ultra-gauchiste. Ils en firent donc le bouc émissaire pour tenter un nouveau départ avec un personnel de direction en partie renouvelé. Entre temps, vieux et jeunes, de Monmousseau à Barbé, en passant par Thorez et Frachon, avaient d'ailleurs accepté et exécuté sans aucune velléité de protestation toutes les décisions, y compris les plus aventureuses, prises à Moscou. Vassart cite à ce sujet des faits et des dates qui ne permettent aucune contestation.

Le « groupe Barbé » était une création de Moscou et c'est également à Moscou qu'a été décidée sa liquidation. Quand Thorez a signé quelques articles du genre « Pas de mannequins dans le Parti » il y avait à Paris, pour lui en dicter le contenu, au moins deux « conseillers » moscovites. Après l'affaire du groupe Barbé, Vassart, d'abord « coopté » au Bureau Politique, puis sanctionné pour son opposition à toute cette politique d'aventure, fut nommé ensuite « secrétaire du secrétariat », formule dont le contenu exact ne fut jamais précisé et fonction qui prit fin en 1932 lorsqu'il fut régulièrement nommé secrétaire chargé de l'organisation, dans un secrétariat renouvelé par un chassé-croisé entre Frachon qui, du secrétariat du P.C., passa à celui de la C.G.T.U., tandis que Gitton opérait une mutation inverse.

Tout ceci, naturellement, décidé à Moscou à l'Exécuti de l'I.C. (le 12e) au cours duquel Doriot aurait pu obtenir une éclatante victoire s'il n'avait pas eu la mauvaise idée de quitter Moscou en y laissant Thorez, lequel, après son départ, réussit à obtenir la revision des décisions déjà prises.

C'est alors qu'on essaya de « corriger en marchant » quelques-unes des fautes les plus grossières commises dans la période précédente. Mais corriger quoi ? Seulement le régime intérieur du Parti devenu irrespirable par excès de sectarisme et de caporalisme. Mais il n'était pas question de remettre en cause la ligne politique; c'était toujours la ligne « Classe contre classe » pour détruire le Parti socialiste considéré comme le principal soutien social de la bourgeoisie. Vassart rappelle à ce sujet quelques événements caractéristiques : le Congrès d'Amsterdam, dont la réussite tient au fait que Romain Rolland avait exigé et obtenu qu'il soit organisé sans en confier la direction aux spécialistes habituels du Komintern; concession exceptionnelle qu'on essaya d'ailleurs l'année d'après de rattraper en donnant un nouveau coup de barre gauchiste au Congrès de Pleyel, alors qu'Hitler était déjà au pouvoir depuis six mois.

Sur la politique du P.C. allemand au cours de cette période, Vassart raconte l'étonnante conversation qu'il eut avec Thaëlmann lorsque celui-ci vint à Paris pour participer à un meeting salle Bullier, dans les derniers jours d'octobre 1932. A moins de trois mois de la victoire hitlérienne, le dirigeant du P.C.A. ne voulait voir dans l'hitlérisme qu'une flambée épisodique de nationalisme réactionnaire, le véritable ennemi du P.C., celui qu'il fallait abattre pour déblayer la route du pouvoir, étant encore et toujours la social-démocratie... Peu de temps auparavant, Staline avait d'ailleurs affirmé que : « fascisme et social-fascisme, loin d'être des frères ennemis, n'étaient que des frères jumeaux » et en décembre 1933, au 13e Exécutif, l'I.C. continuait encore à faire état d'un nouvel essor révolutionnaire en Allemagne...

C'est sur cette lancée de sectarisme réaffirmé que le P.C. français aborda les événements de février 1934. Là encore, l'histoire exacte en a été sciemment déformée. Qui sait, par exemple, que c'est par un repêchage effectué dans des conditions surprenantes qu'une édition spéciale de « l'Humanité » fut confectionnée dans l'après-midi du dimanche 11 février pour annoncer la participation des communistes à la manifestation du Cours de Vincennes le 12, alors que le numéro normal du journal était sorti sans contenir le moindre appel en faveur de cette manifestation? Qui oserait aujourd'hui expliquer aux jeunes adhérents du P.C. qu'au moment le plus dur de ces journées tragiques, Thorez était « replié » à Barbizon, chez une de ses tantes, tandis que Doriot, déjà en désaccord ouvert avec la ligne discutée dans le Comité Central, se battait, entre la République et la Gare du Nord, la nuit du 9 ?

En avril 34, Vassart part à Moscou pour y représenter le P.C.F. à l'Exécutif de l'I.C. Il y trouve un Etat-major en plein désarroi; la plupart des dirigeants, rebâchant les thèses habituelles sur le front unique « par en bas ». Dès que la question française commence à être sérieusement discutée, un seul des trois Russes dirigeants de l'I.C., Manouilski, ose préconiser une tactique à la fois plus souple et plus audacieuse; les deux autres sont pour le maintien de l'ancienne ligne; quant aux différents autres membres de ce singulier état-major ils se tiennent sur une prudente réserve. Et il en sera ainsi pendant toute l'année que Vassart passera à Moscou; jamais un seul des militants autres que Manouilski ne fera une proposition qui puisse aider à réaliser le « tournant » qui doit aboutir au Front populaire. Certains, comme Piatniski, se déclareront ouvertement opposés à toutes ces « nouveautés »; les autres se borneront à assister aux violentes discussions entre deux des Russes qui sont délégués par Staline à la direction de l'I.C. et le troisième, Knorine, ne dira et ne fera jamais rien pour se situer nettement dans ces discussions. Dimitrov n'apparaitra dans toute cette affaire que lorsque l'essentiel sera déjà réalisé.

Vassart avait obtenu, peu de temps après son arrivée, que Thorez et Doriot soient appelés à Mos-

cou pour participer à une sérieuse discussion. Thorez vient, mais Doriot ergote avant de refuser; on l'attend pendant quinze jours sans que personne se soucie de discuter avec Thorez. Celui-ci repartira ulcéré sans avoir pu dire ou faire quoi que ce soit. La cote de Thorez est, à ce moment, au plus bas; quelques mois avant, à l'Exécutif de décembre 1933, Manouilski lui a reproché d'être « trop servile pour devenir un véritable dirigeant »...

C'est sous cet éclairage qu'il faut apprécier ce que signifiait l'invitation faite à Thorez et Doriot. D'ailleurs, la méfiance de Manouilski à l'égard des capacités politiques et manœuvrières de Thorez se prolongea bien au-delà de ce voyage rendu inutile par le comportement de Doriot. Vassart évoque à ce sujet la technique des directives impératives par télégramme chiffré, notamment l'affaire du projet du pacte de non agression rédigé par les socialistes et transformé, à Moscou, en proposition de pacte d'unité d'action.

Plus tard, lorsque viendra la question de l'unité syndicale il y aura d'autres discussions pour décider si l'on peut ou non supprimer les fractions communistes dans les syndicats. Cette fois, c'est Frachon qui fera spécialement le voyage à Moscou, mais lui aussi repartira sans avoir osé affronter l'hostilité de Pratniski à toute atteinte aux principes d'organisation. Il faudra, là encore, trouver une autre façon de passer l'obstacle.

—o—

Vassart passe plus rapidement sur toute la période mieux connue par les membres du Cercle, qui va de 1935 à 1939. Il expose toutefois le dernier séjour qu'il fit à Moscou à l'automne 1936, voyage motivé par la décision de transmettre à l'I.C. les idées de Marty sur la guerre d'Espagne, mais qui permit aussi de discuter des problèmes posés par l'expérience du Front populaire en France.

La dernière partie de l'exposé de Vassart porte sur le pacte germano-soviétique et les causes de sa rupture avec le P.C.

Grâce aux travaux de Rossi et à la qualité des ouvrages qu'il a déjà publiés, certains faits essentiels de cette période sont clarifiés. Mais puisqu'il s'agit de souvenirs personnels, Vassart peut résumer certains aspects peu connus. D'abord, l'atmosphère créée par le coup de massue du parti. Non seulement la surprise est totale mais personne ne se peut en mesure de donner aux membres du Parti le moindre commencement d'explications valables. Le pacte a été connu le 23 août, mais la direction du P.C. n'envisage que pour le 29, soit avec un délai d'une semaine, une première réunion d'information, laquelle d'ailleurs n'aura pas lieu. A « l'Humanité », on se met fiévreusement à l'écoute de la radio russe, mais l'émission de Moscou en français ne parle que d'agriculture et ne fait pas une seule allusion à l'événement qui vient de tout bouleverser.

Le groupe parlementaire vote les crédits de guerre demandés par Daladier, mais quelques mois plus tard on condamnera ce vote comme une faute très grave.

Lorsque le Parti est frappé d'interdiction, et que ce qui reste du groupe parlementaire commence à appliquer quelques-unes des nouvelles directives enfin reçues de Moscou, en faisant écho à l'opération pseudo-pacifiste cautionnée par Ribbentrop et Molotov, la répression commence et le P.C. est proche de la liquéfaction. Thorez a déserté et c'est seulement « l'appareil » qui a organisé cette désertion; Duclos, après avoir préconisé la « fuite en avant », est disparu.

C'est Frachon qui assume la direction et dans des conditions telles qu'au mépris des règles les plus élémentaires du travail illégal, il vient, vers le milieu d'octobre chez Vassart pour lui demander de former avec lui un premier secrétariat clandestin. Jusqu'à la fin de novembre et seulement parce qu'il s'agit d'essayer de sauver le Parti d'une complète désagrégation, Vassart participera à ce secrétariat; il est tacitement entendu qu'on ne discutera de la « ligne » que lorsque les circonstances en laisseront la possibilité.

Mais cette « ligne » est déjà fixée à Moscou. C'est celle du **défaitisme** que Dimitrov entreprend de justifier en cataloguant « impérialiste » la guerre de 1939. Les socialistes, avec lesquels on avait tenté de faire l'unité sont, pour Dimitrov, redevenus « des valets fauteurs de guerre ». Plus question par conséquent de front unique et encore moins de front populaire. Et pour ce qui concerne le Parti, Dimitrov exige que soit concentré le feu « contre l'opportunisme qui glisse vers les positions de défense nationale et qui soutient **la légende** sur le caractère antifasciste de la guerre ».

Pour Vassart, connaissant la situation réelle de ce qui restait de l'I.C., un tel article n'avait de sens que pour exiger du P.C. français qu'il participe, à sa façon, aux conséquences de l'accord germano-russe. Les phrases sur le pacifisme ne pouvaient avoir aucun autre contenu concret, que le travail de sape qu'on ne peut appeler autrement que le défaitisme. Et c'était bel et bien l'Allemagne hitlérienne qui pouvait et devait d'ailleurs bénéficier de ce défaitisme. Dans les conditions réelles de l'époque, ce qui avait été appelé défaitisme « révolutionnaire » ne pouvait devenir qu'un défaitisme contre-révolutionnaire.

C'est là-dessus que Vassart a rompu le lendemain du jour où il avait pu lire les directives de Dimitrov : d'abord parce qu'il ne pouvait approuver une telle « ligne », mais surtout parce qu'il ne voulait plus être un des **dirigeants** chargés de réaliser une politique aussi fausse dans sa conception que criminelle dans ses conséquences prévisibles...

Plus tard, d'ailleurs, en 1946, Staline n'hésitait pas à déclarer que, selon les communistes, la guerre était « depuis le début » une guerre antifasciste. Une fois de plus par une revision à retardement on supprimait avec le cynisme tranquille que donne l'assurance de l'impunité et la prétention à l'infaillibilité de ceux qui peuvent toujours réécrire l'histoire, toute allusion à ce qui fut, sans doute, la pire des aventures dans laquelle fut jeté le P.C. français.

—o—

Il resterait à tirer de nombreux enseignements utiles de l'expérience vécue par Vassart. Ramenée à son cas personnel, c'est celle d'un métallo qui a commencé à militer avec l'état d'esprit des syndicalistes révolutionnaires désireux de réaliser une société d'hommes « fiers et libres » et qui, en devenant un révolutionnaire professionnel, en est arrivé à mettre le Parti au-dessus de tout et à accepter les pires déformations qui, sous la prétexte de construire le socialisme dans un seul pays, ont abouti à créer une forme nouvelle de totalitarisme bestial. Sur un plan plus général, quand on essaie de reconstituer à travers quelles étapes, tout l'apport du vieux mouvement révolutionnaire français et international a été d'abord utilisé et progressivement dénaturé par les dictateurs russes, on peut penser qu'à partir du moment où, en 1921, on a accepté et tenté de justifier l'écrasement du soulèvement de Cronstadt, on a laissé créer les conditions pour qu'en 1956, il puisse y avoir l'écrasement d'un autre soulèvement populaire : celui de Budapest.

Il faudrait que tous les anciens militants qui, à un moment quelconque de leur vie sont passés par le P.C., et aussi qu'un certain nombre de ceux qui en sont encore membres aient suffisamment d'audace intellectuelle et de courage politique pour établir un bilan sincère et lucide de ce qu'est devenue la grande espérance dont on peut fixer la naissance à l'année 1917.

La route à suivre pour que soient corrigées toutes les monstrueuses déformations dont le rapport Khrouchtchev n'a donné qu'un premier et faible aperçu, sans cesser d'avancer vers l'idéal, n'est pas encore trouvée. Mais il faut continuer à la chercher. Et, en ce sens, l'expérience des anciens, même si elle n'est pas entièrement transmissible aux contingents de jeunes que chaque génération nouvelle fournit aux organisations politiques ou syndicales de la classe ouvrière, peut s'avérer fort utile.

Prochaine réunion du Cercle

DIMANCHE 24 FEVRIER
à 15 heures
78, rue de l'Université, Paris-7e (Métro Solférino)

A l'ordre du jour :

LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE AUX INDES
par le camarade HIRZEL
Discussion sur l'exposé d'Albert VASSART.

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 2 JANVIER. — Le gouvernement **égyptien** abroge le traité signé avec la Grande-Bretagne en 1954 sur les bases du canal.

A **Moscou**, pendant les réceptions du Jour de l'An, Khrouchtchev s'est affirmé « stalinien ».

VENDREDI 4 JANVIER. — **Le F.L.N. Algérien** dépose un memorandum devant l'O.N.U.

Reprise de la grève des dockers **londoniens.**

MERCREDI 9 JANVIER. — Déclaration du Président Guy Mollet sur la politique **gouvernementale en Algérie.**

Reprise des **négociations hispano-marocaines** à Madrid.

A Strasbourg, c'est constitué le Comité révolutionnaire **hongrois** présidé par Anna Kethly.

JEUDI 10 JANVIER. — M. Macmillan succède à Sir Antony Eden comme premier ministre de **Grande-Bretagne.**

VENDREDI 11 JANVIER. — Le Président Eisenhower lit au Congrès des **Etats-Unis** son message annuel.

La grève des 20.000 métallurgistes du **Schleswig-Holstein** dure depuis le 24 octobre.

SAMEDI 12 JANVIER. — Attentat rue Blomet à Paris contre la permanence du **mouvement Poujade.**

Nouvelle agitation en **Hongrie** dans les usines de Czepel.

DIMANCHE 13 JANVIER. — Premier tour des élections dans le 1er Secteur de Paris : défaite du Mendesisme ; recul des communistes.

LUNDI 14 JANVIER. — Violente campagne dans la presse russe contre le **plan Eisenhower** d'intervention dans le Proche-Orient.

Deux congrès de démocratie politique en **Afrique noire** viennent de se terminer : à Dakar, constitution d'une convention africaine ; à Conakry, mouvement **socialiste africain.**

MARDI 15 JANVIER. — La Commission de tutelle de **l'O.N.U.** estime satisfaisantes les réformes de la France au Togo mais n'accepte pas le terme de « république autonome ».

Les Israéliens quittent El-Arich, la capitale administrative de la province du Sinaï.

MERCREDI 16 JANVIER. — Les Israéliens ont évacué **tout le Sinaï, sauf Gaza** et Cheim-El-Cherkh.

A **Barcelone,** boycottage des tramways, troubles sérieux à l'Université.

Chou-En-Laï ministre des Affaires étrangères **chinois** est en Pologne.

Le gouvernement **égyptien** nationalise toutes les banques, compagnies d'assurances et compagnies commerciales **étrangères.**

JEUDI 17 JANVIER. — Un collaborateur du général Salon tué **à Alger** par une fusée antichar.

Au Comité central du Parti communiste italien, on annonce le départ de 600.000 membres.

VENDREDI 18 JANVIER. — Suspension à Budapest de l'activité de l'Union des Ecrivains **hongrois.**

A Dakar, les principaux dirigeants syndicaux de **l'Afrique Noire** étudient la création d'une centrale unique.

SAMEDI 19 JANVIER. — La **Jordanie** accepte l'aide financière de l'Egypte, de l'Arabie Séoudite et de la Syrie.

Nouveaux incidents à **Séville** (Espagne).

DIMANCHE 20 JANVIER. — Elections **polonaises :** une énorme majorité approuve la politique de Gromulka.

Elections municipales **aux Lilas :** avance socialiste et recul communiste.

LUNDI 21 JANVIER. — Le gouverneur du **Tafilalet** (Maroc) s'insurge contre l'Istiqlal.

Par 74 voix contre 2 et 2 abstentions, l'Assemblée générale de l'O.N.U. vote pour le retrait immédiat des troupes israéliennes **du Sinaï.**

MARDI 22 JANVIER. — Le gouverneur rebelle du **Tafilalet (Maroc)** abandonné par ses partisans.

MERCREDI 23 JANVIER. — Par 322 voix contre 207, l'Assemblée Nationale se déclare favorable au principe d'un **marché commun européen.**

VENDREDI 25 JANVIER. — **Manifestations de fonctionnaires** dans toute **la France** pour le reclassement des petites catégories.

DIMANCHE 27 JANVIER. — Elections **dans le 1er Secteur de Paris :** Victoire du modéré. Sérieux recul communiste; grave défaite de Poujade.

LUNDI 28 JANVIER. — Grève générale **à Alger** où les boutiques sont ouvertes de force.

On apprend que l'attentat contre le général Salan **a été commis par un « ultra » Européen.**

Nouvelles arrestations et condamnations en **Hongrie.**

MARDI 29 JANVIER. — Congrès de la Fédération **F.O. des Fonctionnaires** à **Puteaux.**

MERCREDI 30 JANVIER. — Grève de 24 heures dans les Caisses de **Sécurité Sociale.**

Grève limitées dans les **usines à gaz.**

Réception du **roi Séoud,** à **Washington.**

JEUDI 31 JANVIER. — Les ouvriers métallurgistes du **Schleswig-Holstein** repoussent l'accord conclu entre le patronat et les dirigeants syndicaux.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE JANVIER 1957

RECETTES

Abonnements ordinaires	43.220	
Abonnements de soutien	29.800	
		73.020
Souscription		6.050
Vente « R. P. »		1.100
Vente « Chine »		800
Vente « Actualité de la Charte d'Amiens »		10.830
Veresment de l'Union des syndicalistes		500
Souscription pour l'édition de la brochure « Pourquoi et comment se bat la Hongrie ouvrière » (1)		1.800
Divers		1.650
		95.750
En caisse à fin décembre 1956		203.194
		298.944

DEPENSES

Impression et papier (R.P. de novembre 1956)		81.538
Impression et papier (R.P. de décembre 1956)		81.538
Frais d'expédition (R.P.)		18.025
Frais d'expédition (« Charte d'Amiens »)		14.312
Virement à l'Union des Syndicalistes (1)		1.800
Divers		3.550
		200.763
En caisse à fin janvier 1957 :		
Espèces	59.599	
Chèques postaux	38.582	98.181
		298.944

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN ..

A Cuny (Paris) 2.000; J. Fontaine (Rhône) 1.500; D. Guérin (Bouches-du-Rhône) 2.000; Marthe Guillaume (Loire) 4.000; J. Jagaille (Seine) 2.000; F. Jouhet (Vaucluse) 1.500; E. Lacrouts (Calvados) 2.000; A. Laval (Loire) 2.000; Mailland (Seine) 2.000; M. Marcadet (Seine-et-Oise) 1.500; L. Marzet (Seine) 2.300 ; G. Maupioux (Paris) 3.000 ; R. Salmet (Paris) 2.000 ; Germaine Thomas (Saône-et-Loire) 2.000. — Total : 29.800 francs.

LA SOUSCRIPTION

Agnès (Paris) 350; J. Djoukitch (Var) 600; J. Duperray (Loire) 200; J. Faugerat (Paris) 200; Dr L. Godart (Belgique) 700; R. Hagnauer (Seine-et-Oise) 3.000; J. Hémy (Côte-d'Or) 500; F. Langue (Eure) 100; G. Sigaux (Oise) 200; R. Verdelhan (Bouches-du-Rhône) 200. — Total : 6.050 francs.

(1) Nous rappelons à nos lecteurs que les sommes concernant la seconde brochure de l'Union des Syndicalistes : « Pourquoi et comment se bat la Hongrie ouvrière », devront être versées de préférence au compte courant postal de : Robert Marcheti, 1, rue Dulaure, à Paris (20e) — C.C.P. Paris 7473-08.